

la Révolution prolétarienne

Revue bi - mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

SOMMAIRE :

Le Syndicalisme révolutionnaire est-il encore possible ?

(Suite et fin.)

par Edouard BERTH

Des partisans de l'Indépendance du Syndicalisme ... même en Russie !

La Comédie de la " Constitution " syrienne

par Daniel GUERIN

A TRAVERS LES LIVRES : L'Ordre, par Marcel Arland (B. Giauffret).

NOTES ECONOMIQUES : La deuxième expérience travailliste. — Pour les agriculteurs... le coefficient II. — L'Angleterre expulsée du Chili. — Deux nouveaux Cartels internationaux. — Du charbonnage au radiateur (R. Louzon).

LA CRISE DE LA C.G.T.U.

CE QUI SE DIT A L' I. S. R.

LA QUINZAINE SYNDICALISTE : Et le mouvement des postiers ? — L'application des Assurances sociales. — En quelques lignes... (M. Chambelland). — Chacun à sa place : Opposition unitaire ? (M. Ch.).

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits du mois. — Le culot de Motte. — Protestation justifiée.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 1^{er} et le 15)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau, PARIS-X^e

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Prolétarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES,
MONOGRAPHIES, &

ENQUÊTES,
DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage
(P. Monatte)

Les Notes Economiques
(R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme
(Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres
(De tout et de tous)

A travers les Livres
(A. Rosmer, B. Giauffret,
A. Richard, etc.)

Lettres de l'Internationale
(De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne,
etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. AIRELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDACCI,
E. BERTH, Marthe BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL,
F. CHARBIT, J. et J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE,
FINIDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. GIAUFFRET,
MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER,
G. LACOSTE, F. LORIOT, R. LOUZON, A. MAHOY,
L. MARZET, J. MESNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA,
R. W. POSTGATE, A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE,
C. TALÈS, U. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques postaux : Révolution Prolétarienne 734-99.)

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :

Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1^o De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2^o De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3^o De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;

4^o De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5^o De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-X^e.

CONSERVEZ LA COLLECTION DE LA « REVOLUTION PROLETARIENNE »

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Nous avons un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).



Reliez vous-mêmes
"La Révolution Prolétarienne"
"LE SELFLIOR"

Systeme perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 9 fr.

France 11 fr.
Etranger 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. »,
utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

Le Syndicalisme Révolutionnaire est-il encore possible ?

(Suite et fin) (1)

II. — DICTATURE OU LIBERTÉ

La situation est grave. Marx était parti de cette hypothèse qu'en face d'une bourgeoisie désunie par la concurrence, le prolétariat, uni par la lutte révolutionnaire et ne formant plus « qu'une tête et un cœur », avait d'autant plus de chance de l'emporter que le pressentiment de la défaite et le vent de la panique produisent toujours dans une classe la débâcle et le sauve-qui-peut général, l'amenant rapidement à composition et à capitulation. Aujourd'hui, nous avons au contraire une bourgeoisie unie et concentrée dans une économie de *trusts* et à qui la guerre, en face d'une classe ouvrière profondément désunie et démoralisée, a redonné le sentiment de sa force et de sa puissance.

C'est le prolétariat qui, à l'heure actuelle, a des sentiments de vaincu et de capitulard. Bien plus, il semble, dans ses parties réformistes, avoir été conquis par le *spirituel* même de la bourgeoisie et se montrer disposé à accepter sa dictature, moyennant les hauts salaires et le confort matériel qu'elle pourrait, comme en Amérique, lui octroyer : l'âme même du prolétariat révolutionnaire, les valeurs spirituelles et morales que représente le socialisme, et qui en constituent l'essence, seraient donc compromises à fond. Un moment sans doute, la Révolution russe, dans la prostration qui a suivi la guerre, a paru capable de rallier, telle un phare magnifique, tous les révolutionnaires de l'Occident et de leur redonner l'élan et la foi; et j'ai déjà dit que les syndicalistes révolutionnaires avaient été les premiers à la saluer avec enthousiasme. Mais, aujourd'hui, l'illusion n'est plus possible; le Parti communiste russe, et ses tristes filiales de l'Occident, se sont révélés incapables de conduire la III^e Internationale aux destins glorieux qu'on put un instant lui supputer. L'heure est venue pour le socialisme occidental, c'est-à-dire au fond pour le syndicalisme révolutionnaire, de reprendre des mains défaillantes du communisme le flambeau de la Révolution européenne. Sa tâche essentielle est d'abord de reconstituer l'unité ouvrière, aujourd'hui émietlée et pulvérisée en sectes et en partis, et d'éliminer les deux grandes déformations de l'action prolétarienne, que sont le *néo-milléarisme* et le *néo-guesdisme*, pour reprendre la tactique purement syndicale d'une formation rigoureusement autonome, se proposant la grève générale comme but, c'est-à-dire une opération d'ordre militaire destinée à frapper au cœur la dictature capitaliste et à la paralyser, pour instaurer à sa place non pas une dictature nouvelle, mais un ordre social qui serait fondamentalement une *liberté organisée*, et dont la règle d'or serait : liberté absolue dans la conception, l'élaboration et la délibération des idées, et discipline stricte dans l'action et l'exécution. « Nous sommes, écrivait naguère Pelloutier, des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment

sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les *amants passionnés de la culture de soi-même*. » Ces sentiments révolutionnaires ont singulièrement baissé dans le monde; j'ai baptisé quelque part les révolutionnaires de *mystiques de la liberté*; mais aujourd'hui, sous l'influence de la guerre, de la Révolution russe et du fascisme, ce qui domine, c'est au contraire la *mystique de l'Etat*, redevenu l'objet d'un culte tout superstitieux. Il faut donc revenir à la *vraie tradition révolutionnaire* qui est essentiellement libertaire; et s'il faut transcender l'Europe libérale et démocratique, si nous considérons, à juste titre, la démocratie bourgeoise comme une *duperie*, ce n'est pas pour revenir, peu ou prou, à des formes politiques plus ou moins *ancien régime*, mais au contraire pour instaurer une *véritable démocratie* (1) dont la liberté serait l'âme.

Il nous faut, au contraire, dépasser, et cela d'une manière définitive, et l'Ancien Régime et l'Etat moderne, pour instaurer enfin un *ordre libre*, où l'Etat ne sera plus le *maître* de la société, mais son humble serviteur, et où, comme disait Proudhon, l'Autorité sera subordonnée à la Liberté, par un renversement radical de leurs rapports traditionnels : si la Révolution n'est pas cela, elle n'est qu'une caricature et une faillite, et ce n'est pas la peine de la tenter; mieux vaudrait encore subir avec résignation la dictature bourgeoise. Mais il ne se peut pas que le prolétariat moderne soit ainsi infidèle à sa mission historique; et il appartient aux trois grands peuples de l'Europe occidentale, ou plutôt à leurs prolétariats constituant une vraie ligue internationale des travailleurs de promouvoir l'*ordre nouveau*, qu'appelle la situation présente du monde.

(1) On discute toujours sur les rapports du socialisme et de la démocratie, mais la question est pourtant bien simple : le socialisme est, à la fois, comme le disait Sorel, le *contradictoire* et l'*héritier de la démocratie*, comme le prolétariat est à la fois l'*héritier* et le *contradictoire* de la bourgeoisie; sans capitalisme, évidemment, pas de socialisme; sans bourgeoisie, pas de prolétariat; l'Etat moderne démocratique est la prémisses nécessaires de l'Etat futur syndical; la lutte de classe n'est possible que sur le terrain de l'Etat moderne, puisque l'Etat féodal ne comportait que des *castes hiérarchisées* et non des *classes déclarées libres et égales en droit*, condition juridique et politique de leurs libres luttes. La démocratie est donc, par rapport au socialisme, à la fois une *condition indispensable*, à laquelle le prolétariat ne saurait laisser toucher, et une *duperie*, comme on dit, car il s'agit de la transcender et de ne pas se laisser en effet duper par la simple égalité formelle qu'elle proclame, et qu'il faut transformer en *égalité réelle*. L'Etat féodal, l'Etat moderne, l'Etat socialiste ou syndical forment entre eux une *série progressive*, dont le dernier terme présuppose naturellement l'avant-dernier; et il ne peut s'agir de revenir, en aucune manière, de l'Etat moderne à un Etat plus ou moins féodal : ce serait un recul qui compromettrait le *mouvement en avant* vers l'Etat syndical.

(1) Lire le début de cette étude dans notre numéro 105 du 1^{er} juin.

Paix américaine ou lutte de classes

Il y a quelques années, le dilemme était : *New-York ou Moscou*, la dictature capitaliste ou la dictature prolétarienne; mais, aujourd'hui que l'étoile de Moscou a singulièrement pâli et que Moscou même singe New-York, pour que Moscou et la Russie soviétique redeviennent la *marche de l'Occident vers l'Orient*, il faut que l'Occident révolutionnaire, avec ses trois capitales : Paris, Londres et Berlin, se réveille et reprenne en mains le flambeau de la Révolution et de la Liberté coincées entre la dictature capitaliste de l'Amérique et la soi-disant dictature ouvrière de la Russie (1), en réalité dictature d'intellectuels révolutionnaires créant en Russie les conditions encore absentes d'un Etat moderne, tout comme la dictature de Mussolini les crée en Italie. Je préconisais naguère, pour faire front à la dictature anglo-saxonne, une coalition germano-russe, qui aurait constitué le cœur de la Révolution prolétarienne en Europe et dans le monde; mais cette coalition ne s'est pas réalisée; le communisme allemand s'est révélé impuissant à empêcher l'Allemagne de rentrer dans le giron des nations bourgeoises et d'adhérer à Genève, et la Russie soviétique, sous la direction de Staline, a commencé de s'adapter d'une part à ses masses rurales, et d'autre part à l'Occident capitaliste. Il faut donc que le mouvement reprenne en Occident même et que le prolétariat, en Allemagne, en Angleterre et en France, c'est-à-dire au sein des trois grands peuples chez qui la civilisation générale a atteint son plus haut degré et où l'Esprit est resté le plus libre, se remette en marche vers la Révolution.

*

Déjà, le travaillisme anglais et la social-démocratie allemande sont au pouvoir, et il s'en est fallu de peu que le socialisme français n'y accède lui-même; la réaction européenne eût été ainsi ébranlée en son centre même. Et, sans doute, le travaillisme anglais, comme les social-démocraties allemande et française ne sont que *l'aide marchante* de la démocratie bourgeoise et ils coopèrent à l'édification de la *paix américaine*, le pacifisme, comme l'a montré Louzon dans sa brochure (2), n'étant que la forme même de l'im-

(1) Nous ne voulons pas plus de la dictature soi-disant impersonnelle du prolétariat transformé en une espèce de despote collectif et presque divin que de la dictature du dollar : leur histoire n'a pas préparé ni les Russes ni les Américains à avoir un haut sentiment du droit et de la liberté; nous avons, au contraire, en Occident, de par notre formation historique essentiellement christiano-classique, une tradition libérale, que la bourgeoisie laisse aujourd'hui périmé, mais que le prolétariat doit relever et fortifier encore. Les révolutionnaires authentiques restent, avant tout, des *mystiques de la liberté*, adversaires irréductibles de toute *mécanisation sociale*.

(2) *Impérialisme et nationalisme*, à la *Librairie du Travail*, 17, rue de Sambre- et-Meuse, Paris (10^e). — Cette brochure, tout à fait remarquable, est l'œuvre d'un marxiste, qui ne se contente pas, comme ceux de la feue *Revue Marxiste*, de colliger les textes d'un Marx frais émoulu d'un hégélianisme quelque peu scolastique, mais sait discerner, avec une rare intelligence, à la lumière de la méthode du *Capital*, les grands courants de l'économie contemporaine. Louzon est attaqué tant par nos communistes orthodoxes que par nos trotskystes; cela se comprend : il a des *intuitions* que leur catéchisme ne saurait admettre et son libre esprit ne saurait se plier à leur dogmatique de Parti. Il faut saluer en lui l'un des meilleurs ouvriers de la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, lequel n'est ni une secte ni un parti, mais peut se vanter d'être vraiment *le seul héritier légitime* du marxisme, un marxisme dégagé de toute scolastique et de tout blanquisme.

périalisme yankee qui cherche à réaliser son hégémonie mondiale par l'élimination et de la guerre des Etats et de la guerre des classes. L'ère des *nationalismes exaspérés*, qui a succédé immédiatement à la grande guerre, est close; et la bourgeoisie, sous la direction américaine, s'internationalise de plus en plus. Au prolétariat de *s'internationaliser* résolument, lui aussi, et de répondre aux formations bourgeoises, comme la B.R.I., par l'internationalisation de la grève. La Ligue internationale des travailleurs, dont le judicieux Cournot avait entrevu le glorieux avenir et que la I^{re} Internationale, celle de Londres, avec Marx, a inaugurée, doit devenir *une vérité et une réalité* : il est temps que le prolétariat sorte lui-même de la coquille nationale où la bourgeoisie voudrait bien l'enfermer; c'est lui qui a montré le chemin de l'internationalisme à la bourgeoisie, il ne faut pas qu'à l'heure où celle-ci s'y est engagée résolument, il reste en arrière de ce mouvement grandiose et, *d'imitateur*, retombe au rang de *suiveur retardataire*. Le monde est en gestation d'un ordre nouveau; tout est porté à l'échelle internationale, et le nationalisme n'est plus décidément qu'une idéologie tout à fait périmée et ridicule, dont seuls des esprits fossiles, comme Maurras, peuvent encore être les prisonniers. Il s'agit seulement de savoir si cet ordre nouveau, essentiellement international, sera l'Internationale du Capital ou celle du Travail, et si la civilisation des producteurs arrivera à supplanter celle des non-producteurs. Toutes les grandes forces actuelles travaillent à cette internationalisation, la Papauté, comme la Finance, et, signe des temps, Pie XI a condamné Maurras et n'a fait avec Mussolini qu'une paix provisoire. Mais un grand effort va être déployé, pour que le prolétariat, séduit par le régime des hauts salaires et doté d'un certain confort matériel par le *surcapitalisme* prenant modèle sur l'organisation américaine, accepte la dictature bourgeoise et renonce à la lutte des classes, dont l'idéologie est déclarée périmée, comme celle du nationalisme (1). Ce sera la *grande tentation* des temps les plus prochains. A cette tentation, le syndicalisme révolutionnaire se doit de répondre par une résistance énergique et décidée : on invite, on va inviter de plus en plus le prolétariat à *s'incorporer*, pour un plat de lentilles, à la civilisation bourgeoise; se rappelant le mot d'ordre essentiel de Sorel, il doit répliquer à la *bienveillance* capitaliste par la *violence* la plus caractérisée et revenir à son idéal propre, qui est la grève générale. La Paix sociale et internationale, dont la bourgeoisie, de plus en plus, va se faire la zélée défenderesse et protagoniste, essayant par là de supprimer et nationalisme et socialisme, il ne faut pas que le prolétariat en soit la dupe; il en doit dénoncer, au contraire, inlassablement, le caractère essentiellement bourgeois; il doit montrer ce qu'elle est au fond, c'est-à-dire une tentative captieuse de réaliser la *paix bourgeoise* dans le monde entier, au détriment de l'idéal révolutionnaire : le prolétariat serait rattaché

(1) La *Volonté*, journal où Tardieu a de chauds partisans, et qui se dit de gauche, traduit bien cet idéal *surcapitaliste*, qui tend à supprimer tout ensemble et le courant nationaliste et le courant révolutionnaire. Des deux tendances que Louzon a discernées dans l'économie contemporaine, la tendance nationaliste et la tendance impérialiste-pacifiste, la *Volonté* exprime bien la seconde par sa théorie de la concentration, c'est-à-dire de la constitution d'un centre-gauche bourgeois, par élimination du nationalisme réactionnaire et du marxisme révolutionnaire. — *Paix internationale, et paix sociale* : tel est le mot d'ordre, c'est-à-dire, au fond, *paix américaine et bourgeoise*, par élimination de toute guerre d'états et de toute guerre de classes. C'est la fameuse *politique de la prospérité*, préconisée par Tardieu, grand *américanisateur*.

au char de la bourgeoisie, tel un esclave chargé de chaînes... dorées, mais d'autant plus solides. Et la Ploutocratie resterait la maîtresse incontestée et absolue de nos destinées.

« Le danger qui menace l'avenir du monde, disait Sorel dans ses *Réflexions* — et cela reste fondamentalement vrai — peut être écarté, si le prolétariat s'attache avec obstination aux idées révolutionnaires, de manière à réaliser, autant que possible, la conception de Marx... La violence prolétarienne, exercée comme une manifestation pure et simple du sentiment de lutte de classe, apparaît ainsi comme une chose très belle et très héroïque; elle est au service des intérêts primordiaux de la civilisation; elle n'est peut-être pas la méthode la plus appropriée pour obtenir des avantages matériels immédiats, mais elle peut sauver le monde de la barbarie (1). » Je reproduis ces paroles mémorables, aujourd'hui, en l'an de grâce 1930, non pour le simple plaisir de faire une citation de plus et par une sorte de vain psittacisme, mais parce qu'elles me semblent correspondre, plus que jamais, à la situation présente du monde. Et qu'on remarque bien le sens exact que prend, dans la conception de Sorel, la violence prolétarienne. On a prétendu y voir, par un contre-sens inouï et fabuleux, je ne sais quel *impérialisme*, alors qu'elle n'est qu'une mesure de défense et de préservation, par laquelle le prolétariat révolutionnaire doit essayer de sauver son âme de la corruption et de la tentation. Le réformisme, dont la C. G. T. actuelle est de plus en plus infestée, n'est-il pas essentiellement, en effet, de la corruption, et, par lui, le prolétariat ne cède-t-il pas à la tentation de la vie bourgeoise? Et Dubreuil, cet ancien syndicaliste devenu réformiste, n'est-il pas revenu d'Amérique absolument ébloui et conquis par l'idéal capitaliste? (2). Si donc le prolétariat suit la voie de Dubreuil, il sacrifiera tout aux avantages matériels immédiats et l'avenir du monde, livré à la Ploutocratie, sera compromis à fond. Sorel,

(1) Dans son livre, *Genève ou Moscou*, Drieu La Rochelle, qu'on aurait pu croire plus perspicace, voit dans Sorel un « décadent » et dans sa théorie de la violence « une théorie décadente ». Le papier est patient, évidemment, et supporte tout; mais ceci dépasse les bornes permises à l'interprétation la plus inintelligente et la plus superficielle. Werner Sombart avait déjà trouvé naguère *trop raffinées* les idées du syndicalisme révolutionnaire : décadent et raffiné, cela se touche! J'invite simplement nos docteurs et nos gens de lettres à relire de près le chapitre « Les préjugés contre la violence » dans les *Réflexions* : ils se convaincront peut-être qu'il ne s'agit là ni de raffinement ni de décadence, mais, au contraire, de l'effort le plus caractérisé pour remonter un courant de décadence et revenir des raffinements du superintellectualisme aux sources mêmes de la santé, de la force et de la vie. En effet, la violence, selon Sorel, doit avoir deux fonctions essentielles : 1° maintenir la scission entre le prolétariat et la bourgeoisie et empêcher qu'à un régime de droits ne se substitue un régime de devoirs; le prolétariat, en niant le devoir social et en répondant à la soi-disant bienveillance patronale par la soi-disant ingratitude de la grève, maintient mordicus sa protestation juridique contre un régime dont il est la négation vivante et dont il veut être le fossoyeur; 2° tenir en haleine la bourgeoisie elle-même et l'empêcher de s'endormir dans la fausse sécurité d'une économie qui, devenant une économie de monopoles et supprimant la concurrence, source naguère du progrès technique, risque de compromettre à fond ce progrès technique, condition de tout progrès social réel; ce ne sont pas là, il me semble, fonctions de décadence, mais au contraire de progrès et de force sociale, car si le prolétariat ne maintenait pas sa scission et s'incorporait à la bourgeoisie, c'en serait fait du socialisme, la bourgeoisie elle-même s'endormirait dans la paix sociale, et ce serait la décadence irrémédiable et définitive par l'arrêt de tout mouvement.

(2) Voir son livre *Standards*.

on le sait, a salué avec enthousiasme la Révolution russe et écrit son fameux plaidoyer pour Lénine; mais pour quelle raison essentielle? C'est parce qu'il a vu dans la Révolution russe la seule réaction défensive contre la domination de la Ploutocratie que la grande guerre faisait triompher : dans l'universel abandonnement et l'universelle trahison, seuls les bolcheviks, avec Lénine, lui avaient paru relever le drapeau révolutionnaire et essayer de maintenir dans le monde une lumière autre que celle de la Ploutocratie victorieuse. Ce n'est donc pas le moins du monde que les méthodes russes lui plussent particulièrement; et, aujourd'hui que le bolchevisme a engendré une bureaucratie qui tyrannise la Russie et stérilise la Révolution, il s'élèverait certainement contre elle avec la plus grande force; je cite dans ma préface à l'édition allemande des *Réflexions* des textes assez significatifs, pour qu'on ne rapproche plus, sans discernement, le syndicalisme révolutionnaire du bolchevisme, pas plus que du fascisme, et pour qu'on ne fasse plus de Sorel le père spirituel soi-disant de Lénine et de Mussolini. S'il est un point sur lequel Sorel n'a jamais varié, lui qu'on accuse pourtant d'avoir tant varié, c'est précisément sur la question de l'ébatisme, contre lequel, fidèle d'ailleurs à la pensée essentielle de Marx, il a toujours lutté et qu'il a toujours condamné; et dans ses conceptions, il serait malaisé, je pense, de trouver la moindre trace de blanquisme. Encore une fois, la violence, sur laquelle a médité Sorel, c'est la violence qui accompagne inévitablement toute grève, acte éminemment défensif, que la classe ouvrière oppose aux exactions et à l'emprise du capitalisme, et qui ne présente aucun caractère d'impérialisme : dans la grève, au contraire, le prolétariat se trouve en état de légitime défense et essaie de sauver sa vie, son honneur, sa dignité, son avenir tout entier; et il ne s'agit pas, par la grève générale, extension de la grève partielle, de conquérir l'Etat, mais de le vider de sa substance et de réduire toute la superstructure de la société, constituée par l'ensemble des non-producteurs, à l'impuissance et à la mort civile et politique. Aujourd'hui, on pourrait dire que le monde, si l'on en considère les parties vraiment saines et je dirai spirituelles, se trouve vis-à-vis de la Ploutocratie triomphante dans le même état de légitime défense que la classe ouvrière vis-à-vis du capitalisme; le surcapitalisme se flatte d'assurer à ses esclaves le même confort matériel que le capitalisme américain a réussi à procurer à ses ouvriers et de supprimer par là toute raison de lutte de classe; ce serait la paix bourgeoise par une vaste application de l'antique *panem et circenses* distribué largement aux peuples. Mais à quel prix? Tous les observateurs qui ont été en Amérique (et il est étonnant que ce qui a frappé le social-chrétien Philipp ne fasse pas sourcilier le syndicaliste Dubreuil (1)) ont constaté que

(1) Je dis étonnant, mais peut-être est-ce, au contraire, fort naturel, si l'on réfléchit que la métaphysique et la morale des socialistes, en général, sont toutes marquées au coin d'un matérialisme incompatible évidemment avec la prédominance des valeurs spirituelles sur les simples intérêts matériels. Les socialistes, pour le dire en passant, se croient obligés, en vertu du matérialisme historique, d'adopter une métaphysique également matérialiste; mais il n'y a vraiment aucune corrélation nécessaire entre le matérialisme historique et le matérialisme métaphysique, auquel, pour ma part, je ne puis attribuer aucune espèce de sens. L'athéisme et le matérialisme peuvent, à la rigueur, être préconisés comme machines de guerre; et c'est en ce sens que Proudhon, le grand idéaliste Proudhon, déclarait la guerre à Dieu, considéré comme étant le Conservateur idéal et la personnification même du Mal, par une application directe du mythe prométhéen; l'attitude poli-

la dictature capitaliste se doublait là-bas d'une dictature spirituelle, ne laissant subsister aucune véritable liberté intellectuelle; l'ouvrier y est doté de hauts salaires, il y possède son auto et sa salle de bains, mais il y est abruti dans son âme et dans son esprit, et les moindres démarches de sa vie spirituelle y sont surveillées, épiées et contrôlées; c'est un régime intolérable pour qui a le moindre sens de la dignité et de l'honneur; et ce qui est vrai de l'ouvrier est vrai de toute la société, emprisonnée par le *Talon de fer* dans une véritable camisole de force. L'Amérique a supporté jusqu'ici ce régime, parce que, pays neuf, elle n'a pas d'histoire et n'a pas été formée aux disciplines morales que notre vieille Europe occidentale a connues par sa culture chrétiano-classique : *société essentiellement mercantile*, le sens de l'honneur y est faible et incertain. Mais nous, Européens, héritiers de la Rome classique et chrétienne et de l'antiquité homérique, une longue histoire, faite d'âpres guerres d'Etats et d'ardentes luttes de classes, nous a constitués dans le sens d'un honneur extrêmement susceptible, jaloux et ombrageux. Sorel, il est vrai, se demandait si « toute la haute morale des grands penseurs contemporains n'était pas fondée sur une dégradation du sentiment de l'honneur », et il est certain que si le monde continuait à *s'américaniser*, c'est-à-dire à substituer le culte des intérêts à celui de l'honneur, du droit et de la liberté, et à préférer *la ruse à la violence*, nous n'aurions bientôt plus comme morale qu'une simple morale de mercantis, où le vol, la fraude et la concussion seraient considérés comme péchés fort véniels jouissant d'une large indulgence universelle, parce que, comme on dit : « plaie d'argent n'est pas

tique et historique de *tous les religionnaires* force évidemment le prolétariat à combattre *toutes les Eglises* et à sembler professer un *antispiritualisme radical*; mais ce n'est là, à mon sens, qu'une position commandée par l'histoire et analogue à celle de la bourgeoisie elle-même qui, d'abord *matérialiste* contre l'ancien régime, est redevenue *spiritualiste* contre le prolétariat et s'est rapprochée de l'Eglise, considérée par elle comme un soutien précieux dans sa résistance à l'assaut révolutionnaire. Mais, en réalité, le socialisme implique un *grand idéalisme* et une *métaphysique de la liberté*, qui n'a rien de matérialiste et respire, au contraire, le spiritualisme le plus exigeant et le plus magnifique. S'il y a un *spirituel chrétien*, il y a aussi un *spirituel révolutionnaire*, que Proudhon a essayé de définir dans sa *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, et qui ne le cède en rien, comme hauteur morale et comme sublime, au spirituel chrétien lui-même. Ce spirituel révolutionnaire n'a rien de commun, évidemment, avec le *sadisme* ou le simple *esprit qui nie*, dont M. Emmanuel Berl voudrait faire l'incarnation même de l'esprit de la Révolution (voir sa *Mort de la pensée bourgeoise*). M. Berl, intellectuel juif, n'est révolutionnaire, comme beaucoup de ses coreligionnaires, que *négativement*; il assimile révolution et *non-conformisme*; et, assurément, le prolétariat est un *non-conformiste radical* par rapport à la bourgeoisie; mais il ne s'ensuit pas qu'il ne veuille que *détruire et nier*; il veut aussi *construire et créer*; il est, vrai que M. Berl trouve cette création d'une valeur très douteuse, et qu'il se sent déjà, par rapport à elle, tout à fait *non-conformiste*! M. Berl a, d'ailleurs, sur la situation de l'intellectuel moderne, qui ne sait vraiment plus à quel saint se vouer, des pages d'une véritable acuité; *ni capitaliste, ni communiste*, il le montre tragiquement incertain et se débattant dans un vide horrible. Disons, à la décharge de M. Berl, que la Russie des Soviets ne nous renvoie pas du communisme une image évidemment bien brillante et que le dogmatisme marxiste qu'elle a instauré n'a rien de bien séduisant; mais combien je préfère l'indignation violente et généreuse d'un Panaït Istrati, qui a embrassé la cause du prolétariat avec toute la fougue de son âme romantique, et qui n'hésite pas à stigmatiser les erreurs et les crimes de la Révolution russe aujourd'hui déçante, au *sadisme* de M. Berl!

mortelle ». La chute du classicisme, en Europe, est, à ce point de vue, une véritable calamité, parce que l'éducation classique entretenait encore dans les classes bourgeoises un sens de l'honneur, réfractaire aux tendances purement mercantiles; et si, par ailleurs, dans les classes ouvrières, le sentiment révolutionnaire, qui n'est au fond qu'une transposition de ce sens de l'honneur, venait décidément à faiblir et à disparaître, c'en serait fait, évidemment, de toute civilisation digne de ce nom, et la barbarie ploutocratique resterait seule maîtresse de nos destinées. « Aux yeux de la bourgeoisie, disait encore Sorel, tout est admirable qui écarte l'idée de violence »; et, dix ans à peine après « la grande guerre », qui d'ailleurs n'a pas peu contribué à *déshonorer* la guerre, parce qu'elle fut essentiellement une guerre ploutocratique où l'or surtout combattit pour la victoire, le pacte Briand-Kellog proclame solennellement à la face du monde que la guerre n'est plus qu'un *crime* de droit commun. Mais ce pacifisme bourgeois contemporain est-il autre chose qu'une *vaste ruse*, destinée surtout à endormir les classes ouvrières? L'Amérique a entrepris de pacifier le monde et de supprimer soi-disant toute guerre d'Etats et toute guerre de classes; mais le but essentiel est évidemment d'éteindre, dans les masses, le sentiment révolutionnaire et de les amener à considérer la lutte de classe comme une idéologie périmée; et, comme il est certain, d'autre part, qu'une seule chose peut arrêter la bourgeoisie sur le bord d'une nouvelle « grande guerre », et c'est précisément la crainte de la Révolution, on voit que ce pacifisme est à double sens et à double bénéfice : il ne supprime nullement les causes réelles de la guerre, mais il chloroforme le seul sentiment qui pourrait l'empêcher vraiment d'éclater! (1)

*.

Le salut est dans l'autonomie syndicale

La situation est donc d'une gravité exceptionnelle. En présence d'une Ploutocratie qui a la prétention d'avoir sur nos têtes une domination quasi absolue, et en face d'une demi-faillite de la Révolution russe qui risque de décourager les révolutionnaires de l'Occident et d'éteindre dans les masses le sentiment de la lutte de classe, seul capable d'arrêter le monde sur le bord de l'abîme, le syndicalisme révolutionnaire se trouve chargé d'une mission aussi redoutable qu'inéluctable : il doit relever le drapeau de la Révolution et chercher à reformer, avec les éléments révolutionnaires des deux C. G. T. actuelles, une C. G. T. unique, qui, en la précisant encore davantage, reprenne en mains la Charte d'Amiens et assure au prolétariat la direction vraiment autonome de ses destinées. Arrière donc le néo-millèrandisme et arrière le néo-guesdisme! L'expérience du Parti communiste doit sembler aux ouvriers sérieux, et soucieux de parvenir par eux-mêmes à leur émancipation, aussi décisive que possible; il est désormais archi-établi qu'un Parti, quel qu'il soit, et si révolutionnaire qu'il voudra bien s'afficher, n'est pas une formation vraiment prolétarienne et que sa dicta-

(1) Ce ne sont pas les conférences de La Haye ou de Londres qui pourraient, en effet, la conjurer. La conférence navale de Londres, où l'antagonisme des Etats-Unis et du Japon essaya de se masquer, mais ne fit en réalité que se fâter le pouls, fut une comédie, dont Louzon, dans un article du *Cri du Peuple* (19 février 1930), a parfaitement démontré le sens. Nous n'échapperons vraiment au conflit du Pacifique qui se prépare, que si le prolétariat international sait s'organiser à temps et faire bien entendre à la bourgeoisie que la Révolution suivra immédiatement toute nouvelle déclaration de guerre.

tûre, s'il arrive à l'installer, n'est que la dictature de quelques intellectuels sur le prolétariat et n'aboutit qu'à instaurer une bureaucratie stérilisante et un socialisme d'Etat qui n'a rien de commun avec le socialisme vraiment prolétarien. Le guesdisme en avait déjà été la démonstration topique et assez éclatante, lui qui, parti de prémisses ultra-révolutionnaires, avait fini par s'enliser dans une politique ultra-réformiste, et par laisser son chef, le pourtant intrépidement Jules Guesde, terminer honteusement sa carrière comme « ministre d'Etat » dans un ministère d'Union sacrée et de Défense nationale. Le communisme d'après-guerre en a administré une preuve nouvelle, et, cette fois, je pense, péremptoire (1). Il est donc temps que les ouvriers, groupés dans leurs syndicats, véritables lieux de rassemblement de leurs forces, prennent en mains leurs propres destinées et réalisent enfin à la lettre le fameux mot d'ordre de la 1^{re} Internationale — mot d'ordre toujours proclamé et toujours répété, mais jamais vraiment compris, suivi et appliqué — : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » L'avenir du socialisme — un socialisme qui soit vraiment prolétarien, et non, encore une fois, une caricature de socialisme d'Etat — est dans le développement autonome des syndicats : cette vérité, proclamée par Sorel, doit être désormais l'alpha et l'oméga du mouvement ouvrier révolutionnaire occidental. Ayons donc le courage de reconnaître que la Révolution russe, révolution encore politique et accomplie par un Parti politique, ne pouvait pas être le type d'une révolution vraiment prolétarienne; Lénine, comme d'ailleurs Trotsky (2), n'ont du syn-

(1) Je sais bien qu'on pourra m'objecter que le syndicalisme lui-même n'est pas à l'abri de toute dégénérescence réformiste ou même politicienne; Jouhaux n'a pas moins trahi que Guesde; et cela, sans doute, est vrai : il n'y a aucun mouvement social qui soit à l'abri des déformations et des trahisons; mais la question n'est pas là; la question est de savoir où se trouve vraiment la classe ouvrière, dans les syndicats ou dans les partis politiques; et s'il est vrai que les ouvriers s'élèvent difficilement à l'idée révolutionnaire (avouons, en effet, que le sentiment de la lutte de classe est non seulement très artificiel, mais bien précaire, et quand je dis artificiel, je n'entends pas dire produit artificiellement par quelques meneurs, comme le prétend la bourgeoisie, mais création difficile et rare due à une sorte de collaboration extraordinaire de l'Histoire et de l'Esprit libre), et si le trade-unionisme semble la forme spontanée et quasi naturelle du mouvement ouvrier laissé à lui-même, comme le soutient Lénine, il n'en reste pas moins vrai qu'il faut préférer aux Partis, formations hybrides où l'on a vu jusqu'à des patrons et des capitalistes se mêler aux prolétaires, les syndicats, où les ouvriers sont vraiment chez eux et entre eux. La France est, sans doute, le seul pays où, par suite de traditions historiques spéciales et pour des raisons générales que j'ai essayé de dégager dans mes *Méfaits des Intellectuels*, le syndicalisme révolutionnaire a pu se développer; l'état d'esprit ouvrier, dans les autres pays, est sensiblement différent; mais, encore une fois, si du moins le socialisme est et doit rester la création autonome de la classe ouvrière, mieux vaut encore un syndicalisme d'allure réformiste et plutôt timide, que ces Partis soi-disant révolutionnaires à tous crins, et qui finissent toujours par échouer dans l'opportunisme le plus plat.

(2) Les thèses, en effet, de l'opposition trotskyste sont à mille lieues des thèses du syndicalisme révolutionnaire; les trotskystes restent prisonniers du *révolutionnarisme politique et professionnel*; les syndicalistes ne sont pour eux que des *anarcho-syndicalistes*; et il y a à peu près la même similitude entre Lénine et Trotsky, par rapport aux *syndicats*, que naguère entre Guesde et Vaillant; les blanquistes pouvaient parfois sembler être plus proches des syndicalistes que les guesdistes, mais leur antagonisme restait aussi fondamental.

dicat qu'une opinion méprisante et péjorative, ils ne diffèrent en rien, sur ce point, de Guesde et de tous les révolutionnaires... professionnels. Que la classe ouvrière cesse donc, une bonne fois, d'être une simple *masse de manœuvre* et de la *chair à canon* entre les mains de ceux que Marx appelait « des hiérarques d'une prétendue science sociale »; qu'elle s'élève à la hauteur, comme le lui conseillait Proudhon; d'une sorte de patriciat nouveau et rejette la curatelle des démagogues; qu'elle se déclare, en un mot, *majeure* et n'accepte plus d'autre direction que la sienne propre. Avant la guerre, il y eut déjà une magnifique génération syndicaliste, dont Griffuelles fut le chef de file et qui sut imprimer au mouvement ouvrier une allure à la fois vraiment autonome et vraiment révolutionnaire, démenti caractérisé à la parole de Lénine affirmant que le prolétariat ne peut être révolutionnaire que... par procuration et sous l'impulsion d'intellectuels transfuges de la bourgeoisie, — parole qui pouvait encore être vraie pour la Russie, où le prolétariat n'a pas atteint le degré de développement historique qu'il a atteint en Occident; mais fausse décidément pour les trois grands peuples de l'Europe occidentale, l'Angleterre, l'Allemagne et la France, où le prolétariat peut, certes, trouver en lui-même ses propres guides. Les intellectuels ne peuvent avoir qu'un rôle, celui d'*éclaircisseurs* (1); serviteurs avant tout de la Vérité et de la Justice, ils ne peuvent, à moins de trahison, la fameuse *trahison des clercs*, se faire les séides d'un Parti ou d'une Secte quelconque, ou les propagateurs d'un dogmatisme ou d'une utopie, quels qu'ils soient. Je propose au socialisme occidental, c'est-à-dire, je le répète; au syndicalisme révolutionnaire qui en est la plus pure expression, ces trois maîtres spirituels, Proudhon, Marx et Sorel, parce que, précisément, ces trois grands génies n'eurent d'autre souci que de servir la Vérité et la Justice (2), et qu'après tout, ces deux

(1) Valois a fondé autour de sa librairie, une « Compagnie intellectuelle », dans cet esprit de libre recherche, non asservi à aucun Parti ni à aucun dogmatisme, qui doit être évidemment celui des Intellectuels. Et j'ai écrit moi-même un livre qui s'appelle les « Méfaits des Intellectuels », précisément pour signaler la malaisance du rôle de l'Intelligence, quand celle-ci, sortant de sa véritable mission, essaie de s'ériger en *directrice effective* du mouvement ouvrier et social : le *concept*, produit de l'entendement, ne doit pas usurper sur le *mythe*, création de l'action.

(2) Cette affirmation pourra étonner d'aucuns, mais si, pour Proudhon, elle apparaît tout de suite incontestable (Proudhon est peut-être le plus grand idéaliste et le plus grand moraliste du XIX^e siècle), elle ne l'est pas moins pour Marx et Sorel, quoi que l'on puisse en penser tout d'abord. Dans l'*Adresse inaugurale*, Marx invoquait la morale et la justice, et je sais bien que, dans une lettre privée, il a assuré que c'était pour faire plaisir aux proudhoniens; mais si Marx aimait à bafouer l'hypocrisie puritaine et ce qu'on pourrait appeler l'hypocrisie *droit de l'homme*, cherchant à couvrir des grands mots de Justice et de Vérité, les procédés de la pire exploitation humaine, il me paraît néanmoins certain qu'un puissant sentiment de la justice et un non moins puissant amour de la vérité animent son œuvre et lui donnent non seulement sa valeur scientifique, mais sa valeur morale : elle n'eût pas eu l'influence énorme qu'elle a exercée, si elle n'eût été que l'œuvre d'un *partisan*. « Sur le terrain de l'économie politique, écrit-il, dans sa préface au *Capital*, la *libre et scientifique recherche* rencontre bien plus d'ennemis que dans ses autres champs d'exploration. La nature particulière du sujet qu'elle traite, soulève contre elle et amène sur le champ de bataille les passions les plus vives, les plus mesquines et les plus haissables du cœur humain, toutes les forces de l'intérêt privé. » « *Abstraction faite des motifs plus élevés*, leur propre intérêt commande donc aux classes régnantes actuelles, d'écarter

forces, qui ne sont nullement, comme le disait naguère, si élégamment, Paul Lafargue, des « grues métaphysiques », sont encore les deux seules forces vraiment révolutionnaires qui soient au monde. Le syndicalisme, qui n'est d'ailleurs ni un Parti ni une Secte, mais simplement la formation du prolétariat en classe consciente d'elle-même et son élévation à la hauteur d'une véritable personne morale, n'a pas d'autre but, lui non plus, que de servir la Vérité et la Justice; il ne cherche pas à transformer le marxisme en une espèce de dogmatisme nouveau ni en une scolastique nouvelle, aussi stérilisante que l'ancienne; il ne le regarde en réalité que comme un canon de recherche et d'interprétation et une sorte de *guide-âne*, l'aidant à se débrouiller dans le chaos des phénomènes sociaux, à se donner des *règles de prudence* pour se garer des impasses et des précipices et à trouver la voie sûre et royale vers la Révolution. Il doit reprendre à son compte les fières paroles de Fernand Pelloutier, l'un de ses fondateurs : « Purs de toute ambition, écrivait-il, prodiges de nos forces, prêts à payer de nos personnes sur tous les champs de bataille, et après avoir rossé la police, bafoué l'armée, reprenant impassibles la besogne syndicale, obscure mais féconde... Proscrits du parti, parce que *non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde*, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas, des révoltés de toutes les heures, des hommes sans dieu, sans maître et sans patrie, *les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures, y compris celle du prolétariat.* » Voilà comment Pelloutier caractérisait les syndicalistes révolutionnaires, par rapport aux révolutionnaires *politiques* d'alors, les Vaillant et les Guesde; aujourd'hui, par rapport aux *bolcheviks*, c'est-à-dire par rapport à Lénine et à Trotsky (1), ils n'ont pas autre chose à faire qu'à

ter tous les obstacles légaux qui peuvent gêner le développement de la classe ouvrière », dit-il aussi dans cette même préface. Nous sommes donc loin de cet esprit mesquin et purement *partisan*, où la Justice et la Vérité sont ravalées aux dimensions scandaleusement étriquées d'un *intérêt de Parti* aussi transitoire d'ailleurs que les changeants et médiocres intérêts privés de ses dirigeants successifs et éphémères! Par rapport à Marx, le communisme actuel représente, moralement et scientifiquement, une singulière dégénérescence. Quant à Sorel, je ne sais où M. Benda a pu découvrir en lui un *clerc qui trahit*; l'œuvre tout entière du maître des *Réflexions sur la violence* respire un ardent amour de la vérité, et il n'a jamais flatté aucun parti ni aucune secte, ni fait le moindre sacrifice à la popularité; on l'accuserait moins de versatilité, s'il n'avait toujours dit, nettement et courageusement, tout ce qu'il pensait; et pour ce qui est de la morale, Sorel peut, à juste titre, il me semble, être considéré comme le pur continuateur de Proudhon, ainsi que l'a d'ailleurs reconnu le grand écrivain romagnole Orian. Si Marx peut sembler parfois tomber dans un certain *immoralisme* (mais beaucoup plus certains de ses soi-disant disciples que lui-même, dont l'ironie méphistophélique n'est que la revanche d'un grand idéalisme que l'hypocrisie bourgeoise, *volontiers verbalement moraliste*, écouerait), on sait assez que, chez Sorel, comme chez Proudhon, les préoccupations éthiques étaient dominantes et qu'il a donné à la *nouvelle école*, par opposition au *marxisme orthodoxe*, une couleur morale que celui-ci dédaignait.

(1) Trotsky est vraiment, d'ailleurs, plus que Lénine qui a pu apparaître comme la personnification même du prolétariat russe, tant il s'est identifié corps et âme à ses destinées, un *révolutionnaire professionnel*, et je ne dirai pas *amateur*, mais tout au moins *artiste*, un peu comme était Guesde lui-même, en qui on a pu voir, non sans raison, une sorte de *dilettante* de la Révolu-

tion, alors que la simplicité d'un Vaillant et sa probité positiviste sont plutôt à rapprocher de celles de Lénine. Mais, quoi qu'il en soit du point de vue psychologique, il reste que, socialement, Trotsky n'est pas plus près du syndicalisme révolutionnaire que Lénine lui-même; avec lui, nous restons sur le terrain classique du *révolutionnarisme politique*, où la classe ouvrière subit le joug et la direction d'un Etat-Major, qui constitue le *cerveau* d'une Révolution, dont elle n'est que le *bras*. Trotsky lutte contre la bureaucratie de Staline; mais s'il remplaçait Staline, pourrait-il agir autrement que lui? Nous avons toujours à faire à des groupes de dirigeants qui se disputent précisément la direction de la bureaucratie, instrument essentiel de leur règne et de leur domination. Sorel ne disait-il pas, avec juste raison, que la vocation profonde des intellectuels — quand ceux-ci ne restent pas fidèles à leur mission essentielle de truchements de l'Esprit libre et deviennent des *clercs qui trahissent* — c'est l'exploitation de la politique? Dans la question de l'Est-Chinois, Trotsky a pris une position *d'homme d'Etat*, conforme à son attitude de révolutionnaire professionnel, qui guigne la possession de l'Etat : Louzon seul a adopté une attitude vraiment révolutionnaire. Tout Etat est nécessairement *impérialiste*. « Ils veulent tous s'approcher du trône : c'est une folie, — comme si le bonheur était sur le trône! Souvent la boue est sur le trône, — et souvent aussi le trône est dans la boue. Voyez donc ces superflus! Ils acquièrent des richesses et en deviennent plus pauvres. Ils veulent la puissance, et avant tout le levier de la puissance, beaucoup d'argent — ces impuissants. » Ainsi parlait *Zarathoustra*; mais la *Nouvelle Idole*, même à défroque prolétarienne, c'est toujours la Nouvelle Idole, le « monstre froid », comme Nietzsche la baptisait, et qui est l'Etat.

(1) La pièce *La Rouille*, jouée récemment à Paris, me semble précisément peindre cette période *Directoire* que la Révolution russe traverse actuellement, à l'instar de la Révolution française. L'opposition entre la *période héroïque* de cette Révolution et la *période mercantile* y est bien marquée, et le personnage principal, héros de la Révolution, y devient un profiteuse sans scrupules, qui assouvit brutalement toutes ses passions. L'affaire Roussakov, que Panaït Istrati nous a retracée dans le premier de ses trois livres, où il a traduit son indignation et sa déception profondes de révolutionnaire sincère et encore romantique, marque bien aussi la dégénérescence de la Révolution russe, déjà pétrifiée dans ce césarisme bureaucratique, que connaissent les régimes en voie de déchéance : c'est, *en petit*, comme l'affaire Dreyfus de notre régime bourgeois parlementaire, où les souvenirs de la Révolution française en sa période héroïque se sont heurtés à l'omnipotence d'un Etat-Major, soutien de toutes les forces *ancien régime*.

une fois, de dépasser cet Etat moderne et la démocratie bourgeoise et parlementaire, pour créer un type nouveau d'Etat et construire une démocratie syndicale et ouvrière : c'est la tâche essentielle qui incombe au syndicalisme révolutionnaire. Que la Révolution russe, tournée plutôt vers l'Orient, et révolutionnant l'Asie, comme la Révolution française révolutionna naguère l'Europe, soit vraiment la *marche* de l'Occident vers l'Orient, et cesse de vouloir régenter l'Europe; et la Révolution européenne pourra reprendre le cours de ses glorieuses destinées, sous l'égide des trois prolétariats de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la France, et en prenant comme guides spirituels les trois plus grands penseurs socialistes de l'Occident : Proudhon, Marx et Sorel (1). Quant à Lénine, sa gloire sera d'avoir, en renversant le tsarisme, débarrassé l'Europe du *cauchemar* cosaque, tant redouté, on le sait, par Marx, et, en ouvrant nettement pour la Russie la voie de l'occidentalisation inaugurée par Pierre-le-Grand, d'avoir créé une Russie moderne, capable de remplir sa mission historique, qui est de mobiliser l'Orient et d'apporter à celui-ci « la liberté et la philosophie ».

Edouard BERTH.

Des partisans de l'Indépendance du Syndicalisme...

...même en Russie !

« Exprimant des tendances trade-unionistes, les dirigeants opportunistes du Conseil Central des Syndicats soviétiques (Tomsky, Dogadov) ont, en fait, cherché à affaiblir la direction du Parti dans le mouvement syndical, ont adopté une ligne de conduite antiléviniste très dangereuse en opposant les Syndicats au Parti. »

*Extrait des thèses présentées au
16^e Congrès du Parti bolchevik
russe (Isvestia du 21 mai.)*

(1) Il ne s'agit pas naturellement de répéter, comme des perroquets, ces trois grands maîtres, en ressassant leurs textes et leurs écrits; il s'agit de s'inspirer avant tout de leur esprit et de leur méthode, et non d'en faire, ce à quoi ils répugnaient essentiellement, des *dogmatiques*, dont il n'y a plus qu'à apprendre et à réciter les propositions transformées en vérités définitives, comme celles d'un catéchisme : *libres esprits et révolutionnaires authentiques*, ce qu'ils voulaient, au contraire, c'est être suivis et compris par de non moins libres esprits et des révolutionnaires non moins authentiques.

La comédie de la "Constitution" syrienne

La grande presse bourgeoise a annoncé en termes dithyrambiques que la France venait enfin (il est temps!) de doter la Syrie d'une constitution. Et les larbins du journalisme de discourir sur cette « *mesure aussi sage que libérale, et dont il y a tout lieu d'espérer qu'elle aura pour conséquence l'apaisement complet des esprits.* »

Impossible de mentir d'une façon plus cynique et plus effrontée.

La première Assemblée constituante

Rappelons en quelques mots les faits :

On désigne sous le nom de Syrie un ensemble de territoires placés sous mandat français, dont les deux principaux sont la petite République Libanaise, en majorité chrétienne, et le beaucoup plus vaste Etat de Syrie, musulman. La République Libanaise est dotée d'une constitution depuis 1926; ce n'est donc pas d'elle qu'il s'agit aujourd'hui, mais de l'Etat de Syrie dont la capitale est Damas. Néanmoins, les larbins en mal de copie, ont cru bon d'aller interroger un *Libanais chrétien*, donc ennemi héréditaire de l'Islam, le Docteur Samné, sur la constitution de l'Etat musulman; et, tout naturellement, celui-ci a déclaré que cette constitution ferait le bonheur d'un peuple au nom duquel il n'a nulle qualité pour parler, mais plutôt mille raisons pour se taire.

L'Etat musulman de Syrie n'a jamais accepté la domination française. La France s'y est installée, non pas en 1918 et pacifiquement comme au Liban, où une partie de la population l'avait conviée, mais en 1920, par la force des armes, à la suite de la défaite de l'Emir Fayçal, souverain de Damas, devant les troupes du général Gouraud. Jamais la France n'a réussi à se faire accepter; et, en 1925, la révolte éclatait. Après une longue et terrible guerre, le mouvement fut réprimé; depuis, la Syrie, vaincue mais non domptée, pansait ses blessures, subissant en silence un joug politique aussi arbitraire que mal défini.

Impossible pourtant de vivre toujours dans le régime du provisoire : aussi les autorités françaises tentèrent-elles de se concilier leurs adversaires; le 9 juin 1928, elles présidaient à Damas à l'ouverture des travaux d'une Assemblée constituante élue. Mais bien vite les dominateurs devaient s'apercevoir que les Syriens ne céderaient pas : le 30 juillet, l'Assemblée promulguait une constitution empreinte du plus pur esprit d'indépendance, réclamait pour le chef de l'Etat le droit de négocier et de signer les traités, de nommer les représentants de la Syrie à l'étranger, d'exercer le droit de grâce et d'amnistie. De pareilles clauses ne pouvaient, évidemment, être admises par l'impérialisme français qui, brutalement, suspendait, le 10 août, les élus du peuple, et, en février 1929, ajournait *sine die* la Constituante.

Depuis cette date, le règne du provisoire s'était perpétué, dominateurs et dominés restant sur leurs positions.

Constitution bâtarde et hypocrite

Or, voici que, le 22 mai, le haut-commissaire, M. Ponsot, sans convoquer à nouveau les représentants de la nation syrienne, après avoir cependant affirmé (15 février 1928) que la Syrie élaborerait

« en pleine indépendance » son statut définitif, vient de promulguer, de par sa seule volonté, une constitution bâtarde et hypocrite, calquée sur celle préparée par la Constituante, mais de laquelle ont été éliminés tous les paragraphes ayant trait à l'indépendance nationale syrienne. « Vous êtes libres et maîtres chez vous, proclame-t-on aux Syriens... sauf en ce qui concerne quelques détails comme le maintien de l'ordre, de la sécurité, la défense du pays et les relations extérieures. » « C'est là, déclare ce pince-sans-rire de *Temps*, un fait d'une grande importance qui prouve avec quelle conscience (sic) la France remplit le mandat qui lui a été confié sur ces contrées. »

Pas plus qu'hier, la question syrienne n'est résolue. En vain tente-t-on de faire croire à l'opinion française que cette comédie ramènera la paix dans les esprits. Les Syriens, une fois de plus, ne seront pas dupes. En vain annonce-t-on de nouvelles élections pour une date indéterminée et espère-t-on, par les pressions politiques les moins avouables, par l'argent du contribuable français répandu à flot, obtenir, cette fois, une Assemblée plus docile. Lourde erreur ! Les populations syriennes poursuivront leur campagne de revendication ardente, tant qu'elles n'auront pas obtenu, d'une part l'indépendance de leur pays, son admission à la Société des Nations et la suppression du mandat qui serait remplacé par un traité avec la France, d'autre part l'unité syrienne.

Le partage de la Syrie

Il convient ici de donner quelques explications complémentaires. Nos gouvernants, si leurs mobiles avaient été sincères, auraient, en 1920, limité le mandat à cette bande de territoire baignée par la Méditerranée que l'on nommait, jadis, le « Mont-Liban ». Il y a là, en effet, une minorité chrétienne qui depuis longtemps, parle le français, est imprégnée de la culture française et semble avoir désiré, ou tout au moins accepté l'installation de la France. Mais les visées de nos impérialistes étaient plus ambitieuses. Entrés par la force dans la Syrie de l'intérieur, il leur fallait, suivant la vieille tactique, diviser pour régner. Et pour rétablir la balance entre musulmans et chrétiens, ils imaginèrent de créer de toutes pièces une « République Libanaise » aux dépens de la Syrie musulmane à laquelle on arrachait de riches provinces et dont on annexait d'importants éléments de sa population. En outre, on trouvait moyen de détacher de ce malheureux pays trois autres territoires auxquels on accordait l'autonomie, le Sandjak d'Alexandrette, le Djebel Druze et l'État des Alaouites. C'est donc à juste titre que les Syriens réclament aujourd'hui avec opiniâtreté l'abolition de cet odieux partage et qu'ils font de l'unité syrienne la principale de leurs revendications nationales.

Mais l'impérialisme français, une fois de plus, s'est fourvoyé. Il est dans une impasse. Par la voix de son haut-commissaire, il s'est engagé solennellement à garantir à la République Libanaise ses frontières. Et, quand bien même il donnerait satisfaction à toutes les revendications politiques des nationalistes syriens, quand bien même il ferait admettre la Syrie dans la S. D. N. comme État libre, il n'en reste pas moins qu'il lui sera toujours impossible, à moins de renier la parole donnée, de reviser le statut territorial des pays sous mandat. Et le conflit en suspens avec les musulmans de Damas, loin de s'apaiser, risque de s'envenimer de plus en plus, jusqu'à de nouvelles révoltes et de nouveaux massacres.

Cherchez le pétrole !

La vérité est que la France ne s'accroche en Syrie que mûe par le mobile le plus puissant de ce siècle, celui qui suscite et autorise tous les brigandages : la

mystique du pétrole. Elle tiendra aux Syriens le langage le plus hypocritement conciliant, elle sera disposée à toutes les concessions de forme ; mais elle refusera catégoriquement toute disposition qui mettrait en péril sa souveraineté sur un territoire que peut traverser le futur pipe-line.

On sait, en effet, que 23,75 % des pétroles de Mossoul (ville irakienne sous mandat britannique), seront attribués à la France, et que celle-ci s'efforce actuellement d'obtenir que la conduite d'évacuation du précieux liquide vers la Méditerranée, aboutisse à un port syrien (tracé plus direct et plus économique) au lieu de se diriger vers la Palestine, pays lui aussi sous mandat anglais. Mais le pétrole de Mossoul ne jaillira pas aussi rapidement qu'on veut bien se l'imaginer. Les requins anglo-américains qui détiennent la majeure partie du gisement ont intérêt, par suite de la surproduction mondiale, à en retarder le plus possible l'exploitation.

D'autre part, il est à présumer qu'ils réussiront en fin de compte à détourner le pipe-line du territoire syrien.

Enfin, ce n'est pas la « nation française » qui, le jour venu profiterait de ces fameux pétroles de Mossoul, mais les gros financiers de la « Compagnie Française des Pétroles », — avec, en tête, le Mercier de la « rationalisation », — en faveur desquels l'État a accepté, de la façon la plus scandaleuse, de se déposséder de tous ses droits. Il apparaît donc que le maintien de l'occupation française en Syrie, qui a déjà coûté tant de millions et de sang humain, qui réserve de nouvelles révoltes, sans compter les complications internationales dues aux convoitises italiennes, est un nouveau crime ajouté à la capitalisme à une série déjà longue, — et déjà rouge.

Daniel GUÉRIN.

A travers les Livres

Marcel Arland : L'ORDRE (Editions N. R. F.).

Prix Goncourt. Un beau titre, 542 pages. De quoi taper dans l'œil de tous les bourgeois bien cultivés.

Une fameuse histoire. Justin et Gilbert, orphelins, ont été recueillis par leur oncle, M. Henriot, et élevés avec leur cousine, Renée. Renée épouse Justin puis va faire un tour d'adultère entre les bras de Gilbert ; mais le Bon Dieu la punit, par l'entremise du revolver d'une maîtresse de Gilbert, et elle retourne chez son mari vivre en chrétienne le reste de son temps. Après une vie errante, Gilbert vient mourir près de son frère et de sa belle-sœur, qui lui pardonnent... d'avoir beaucoup souffert.

N'est-ce pas que c'est une fameuse histoire ?

Vous vous doutez bien que pour tirer de cela 542 pages, le prix Goncourt, les larmes des personnes sensibles et l'acquiescement des gens bien élevés, il en a fallu des analyses, des introspections, des rétrospections et des considérations...

Justin, sévère, sacerdotal, peigne et repeigne l'Ordre en face de son armoire à glace. Naturellement, chemin faisant, il n'oublie pas ses petites affaires : député, futur ministre. Ça va. L'Ordre, c'est un fameux filon.

M. Henriot aussi lâche l'Ordre, mais en léchant il have partout : péché de colère, péché de gourmandise, péché de luxure et un beau jour vilaine affaire de meurtres. Seulement, en considération du fait qu'en politique il est du bon côté de la barricade, vous oublierez ces détails et vous lui offrirez vos respectueux sentiments.

Et Renée, c'est une bonne petite fille, plus portée à baisser la bouche de Gilbert qu'à écouter les théories qu'elle profère.

Tout le mal, toute la honte est donc venue de Gilbert.

Pourtant, il avait fait de si honorables débuts dans la vie ! Premier et premier du collège. Bachelier des bacheliers. Des colonnes de prix. Mais déjà singulier jusqu'à dédaigner de serrer la main du sous-préfet

complimenteur. Type bien connu en littérature, depuis le Julien Sorel de Stendhal en passant par le disciple cher à Paul Bourget. Intellectualité excessive, orgueil de sa propre pensée, timide jusqu'au ridicule. Hésitant devant les actes les plus ordinaires, capable d'héroïsme si l'orgueil — la pose — s'en mêle.

Par suite de malentendus avec son frère Justin et la jeune Renée, le voilà donc en rupture de famille. Paris. Désœuvrement, Purée.

Rencontre de jeunes bourgeois esthètes et révolutionnaires (car comme dit A. Thierry : « *Être révolutionnaire à vingt-cinq ans, cela arrive à tout le monde. Gourme de jeunesse!* » (Le Révéléateur de la Douleur)). Le jeune Gilbert prend leur maladie. Le voilà rédacteur à « l'Humanité », une « Humanité » campée à la va comme je te pousse, et à la « Bataille ». Articles virulents : cent pour cent antimilitaristes : au fond, tout simplement le goût violent de scandaliser sa famille et de se cacher le vide de son cœur. Blessures d'amour-propre et d'amour qui se haussent à des accents de révolte et prétendent à être révolutionnaires. Oh ! les Gilbert ne sont pas rares. En foule, des jeunes bourgeois dramatisant quelque frasque de jeunesse sont accourus à tour de rôle vers les partis révolutionnaires, pour y jouer un rôle. C'est à cela, d'ailleurs, qu'on les reconnaît. Tout de suite, ils haussent la voix et bondissent sur les tréteaux. Ni les timidités, ni la lente ascension des prolétaires vraiment révolutionnaires, bien vite du galon et pan ! sur les doigts des « militants vieillards » ; combien en a-t-il défilé, de ces marionnettes pétaradantes à l'Humanité, à Clarté, dans les groupes surréalistes, dans les Jeunesses Communistes, dans les Comités d'étudiants rouges, qui après trois petits tours sont retournés sucer en paix l'héritage paternel.

Gilbert n'a point raté la règle du jeu. Ayant sonné douloureusement de la grosse caisse, il a atteint sa proie : Renée et se retire de la scène. Faux ménage bien sage : pain quotidien — promenade rituelle — plus que des baisers et des nigauderies, jusqu'au jour où la fantaisie de Gilbert chantera ailleurs.

Sans la prétention de son titre, le bouquin de Marcel Arland ne serait qu'un gros *petit roman*, comme tant d'autres ; ce qui lui serait pardonné comme aux autres. Mais un titre si lourd : *L'Ordre*, nous promettait davantage. *L'Ordre!* Mais hélas ! il n'y a avec Justin qu'une médiocre caricature de l'ordre, car Justin ne met rien en ordre, si ce n'est son nœud de cravate et son veston, et avec Gilbert, qu'une caricature encore plus médiocre du *Contre-Ordre*, car jamais Gilbert n'a pensé et voulu le renversement de l'ordre. Un mannequin et un raté hissés platement à la hauteur de symboles.

L'Ordre, ce n'est point la nullité froide d'un Justin, c'est l'écrasement de mille vies qui veulent s'exprimer, de mille justices qui veulent jaillir. Sa Passion c'est de savoir qu'il n'est qu'un mensonge dont la nécessité fuit chaque jour.

Le *Contre-Ordre*, ce n'est point un Gilbert instable et détraqué, c'est un fort qui porte un ordre plus beau que celui qui existe. Son angoisse, c'est de savoir qu'il sera lui-même une cristallisation qu'il faudra briser.

Leur lutte est un drame si prodigieux qu'on n'ose pas la rêver dans un cadre de littérature et qu'elle laisse bien bas derrière elle l'image d'Épinal que nous offre Marcel Arland. — B. GIAUFFRET.

Le Collier de Perles

« Serge Juin, habitant 14, rue Ordener, membre de la Cellule des Jeunesses du 18^e (8^e Rayon) est exclu pour travail fractionnel.

« Les organisations et les ouvriers du 18^e sont priés de réserver à ce coquin l'accueil qu'il mérite. — *Le 8^e rayon, des J. C.* »

(Humanité du 11 juin 1930.)

« ... Les syndiqués opportunistes, ceux qui se terrent dans les usines et dont les ouvriers inorganisés n'entendent jamais parler, doivent être démasqués sans pitié. »

L. BONNEFOND

(Humanité du 13 mai 1930.)

NOTES ÉCONOMIQUES

La deuxième expérience travailleuse

Le second ministère MacDonald connaît le même sort peu glorieux que le premier. Impuissance complète à résoudre, voire même à tenter de résoudre les problèmes qui se posent à la classe ouvrière britannique. Impuissance aussi complète que celle dont a fait preuve la social-démocratie allemande chaque fois qu'elle est montée au pouvoir.

Et dans les deux cas, la raison est la même.

La formidable utopie dont est empoisonnée toute la social-démocratie est qu'on peut résoudre les problèmes ouvriers, améliorer d'une façon stable les conditions de vie de la classe ouvrière, tout en se maintenant dans les limites mêmes du régime capitaliste, sans sortir du cadre même de la société capitaliste. Si le sort des prolétaires n'est pas meilleur, c'est que les capitalistes ne savent pas assez bien gérer leur société ! Nous autres socialistes nous saurons bien mieux la gérer qu'eux-mêmes ! Sans toucher en quoi que ce soit à leurs droits et à leurs privilèges, nous réaliserons ce miracle de leur procurer des bénéfices plus importants en même temps qu'aux ouvriers des salaires accrus. C'est la chimère de l'« intérêt général », croire qu'on peut augmenter la part de l'exploité sans rogner le profit de l'exploiteur.

Absurdité évidente, mais absurdité si douce, si satisfaisante pour les fatigués et les pacifiques, que malgré les démentis constants qu'apportent les faits, on continue à la proclamer comme la vérité et à en poursuivre la réalisation.

Non ! On ne peut donner aux uns que ce qu'on retire aux autres ! On ne peut améliorer d'une manière permanente le sort de la classe ouvrière que par l'expropriation d'autres classes sociales.

Un ministère ouvrier qui n'exproprie pas ne peut faire pour la classe ouvrière quoi que ce soit d'autre qu'un ministère bourgeois : MacDonald en est réduit à présider à un accroissement du chômage et à une baisse des salaires, aussi considérables que les plus remarquables auxquels ait jamais présidé n'importe quel Baldwin.

Le ministère actuel pouvait achever l'expropriation des « upper classes », ces classes nobiliaires et foncières encore si importantes en Angleterre, expropriation pour laquelle les libéraux n'auraient pas pu ne pas donner leur appui ; il aurait pu aussi, et c'eût été encore mieux, commencer l'expropriation du capitalisme industriel lui-même, expropriation pour laquelle il n'aurait point eu évidemment, *ipso facto*, l'appui de la majorité de la Chambre des Communes. Mais, ainsi que l'a très justement fait remarquer Maxton dans son discours inaugural au Congrès de l'I. L. P., des mesures sérieuses, un plan efficace de commencement de réalisation du socialisme, auraient suscité dans le pays un tel enthousiasme que la majorité bourgeoise du Parlement aurait dû s'incliner ; même un gouvernement de minorité peut obliger la majorité à voter des mesures qu'elle-même réprouve s'il sait créer dans les pays les moyens de pression nécessaires.

De tout cela, MacDonald, Thomas et consorts n'ont eu cure; ils n'ont eu que le souci de montrer aux bourgeois qu'ils défendaient mieux qu'eux les intérêts du capitalisme britannique, à l'extérieur et à l'intérieur, qu'ils savaient porter le frac aux réceptions royales avec tout autant de distinction que ces messieurs les Lords.

Il y a cependant une grande différence entre la situation actuelle et celle du temps du premier ministre MacDonald.

Alors que, lors de sa première expérience gouvernementale, le Labour Party n'avait pas réagi, qu'il avait endossé, sans mot dire, la politique bourgeoise de ses ministres, cette fois-ci il n'en est pas de même. Une forte opposition, qui grandit tous les jours, est née au sein du Labour Party, et elle lutte énergiquement pour que le ministère se décide enfin à faire ce pour quoi il a été mis au pouvoir, c'est-à-dire commencer à réaliser le socialisme. Par là, le Labour Party montre son énorme supériorité sur la social-démocratie allemande, qui a subi toutes les faillites sans que la moindre réaction ne se produise dans ses rangs.

On peut déjà prévoir que lorsque le gouvernement MacDonald tombera, ce ne sera pas tant sous les coups des partis bourgeois que sous ceux de l'« aile-gauche » de son propre parti.

Rien de plus encourageant. Car cela montre que la double expérience des deux ministères MacDonald n'a pas été faite en vain. L'histoire du premier ministère travailliste aura été simplement celle de son impuissance; celle du second est celle de la réaction produite par cette impuissance; la troisième sera la victoire de cette réaction, le début de la réalisation du socialisme dans le plus vieux des pays capitalistes.

POUR LES AGRICULTEURS...

LE COEFFICIENT 11

Le droit de douane sur le blé vient d'être porté à 80 francs le quintal. Avant la guerre, ce droit était de 7 francs. C'est donc, non point le coefficient 5 ou 6, mais le coefficient 11,4.

Pour avoir établi le droit de 7 francs, on a appelé Méline, Méline-Pain-Cher. Comment appellera-t-on Tardieu?

A vrai dire, la France étant actuellement exportatrice par suite de l'excellente récolte de l'année dernière, ce droit de douane de 80 francs, pas plus que celui de 50 francs ne jouera pour l'instant. Car, lorsqu'un pays est exportateur d'un produit, le droit de douane n'a pas d'influence sur le prix de ce produit; à l'intérieur comme à l'extérieur c'est le prix du marché extérieur, tant du moins que la concurrence existe sur le marché intérieur. Mais si la France redevient importatrice de blé, alors le prix du blé en France sera de 80 francs plus élevé que le prix mondial du blé; le blé sera en France quelque 50 % plus cher que dans les autres pays. L'industrie française, qui a à payer des salaires qui, naturellement, dépendent du coût de la vie, pourra-t-elle longtemps supporter un tel handicap?

L'ANGLETERRE EXPULSEE DU CHILI

On sait que l'Amérique du Sud, et principalement la partie méridionale de l'Amérique du Sud, Argentine et Chili, était, avant la guerre, une sorte de colonie anglaise, un appendice officieux de l'Empire britannique.

Au Chili la force des Anglais provenait de ce

qu'ils possédaient toutes les mines de nitrate, la seule grande richesse du Chili à l'époque, et l'une encore de ses deux grandes richesses, l'autre étant le cuivre. Or, les Américains viennent en douce d'exproprier les Anglais de leurs nitrates.

L'an dernier (voir la *R. P.* du 15 août 1929), nous avons indiqué comment l'américain Gouguenheim était parvenu à mettre la main sur la plus importante entreprise anglaise de nitrate, le Lautaro. Il vient de parachever son œuvre en faisant fusionner, d'accord avec le gouvernement chilien, toutes les Compagnies de nitrates en une seule. Dans cette nouvelle Compagnie, les mines de Gouguenheim ont naturellement la part du lion.

L'influence anglaise va donc se trouver à peu près complètement éliminée de l'industrie nitratière chilienne, et du même coup, du Chili.

DEUX NOUVEAUX CARTELS INTERNATIONAUX

Ce sont celui de la *cyanamide*, engrais azoté employé en agriculture, et celui de la *construction des wagons*.

Le cartel de la cyanamide comprend les producteurs de France, d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, de Yougoslavie, etc., etc... L'ensemble de ces producteurs représente 92 % de la production mondiale; le contrat est fait pour huit ans.

Le cartel des constructeurs de wagons, qui est entré en action le 1^{er} juin, ne comprend pas, semble-t-il, une aussi forte proportion de la production européenne; il y aurait quelques gros dissidents, notamment la Société Alsacienne.

DU CHARBONNAGE AU RADIATEUR

Un exemple particulièrement typique de concentration verticale, allant de l'extraction de la matière première à la vente du produit complètement fini, est fourni par les Hauts-Fourneaux de Saulnes, l'une des plus vieilles firmes métallurgiques de l'Est.

Les Hauts-Fourneaux de Saulnes (Raty et Cie) sont les plus importants producteurs français de fonte de moulage. Depuis longtemps, ils sont propriétaires de mines de fer, c'est-à-dire qu'ils extraient eux-mêmes l'une des deux grandes matières premières nécessaires à l'alimentation de leurs hauts-fourneaux; d'autre part ils se sont assurés il y a quatre ans (voir la *R. P.* de mai 1926), la seconde de leurs grandes matières premières, le coke, en s'unissant au charbonnage de Dourges. Cela, c'était la concentration verticale ascendante: ils remontaient aux matières premières; ces dernières années ils ont pratiqué au contraire la concentration verticale descendante: ils ont été vers le produit fini; pour cela ils ont acheté les maisons de leurs clients, les fabricants d'appareils en fonte, baignoires, radiateurs, etc... qui, jusque-là achetaient aux hauts-fourneaux leur fonte brute. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, les Hauts-Fourneaux de Saulnes ont absorbé les fonderies Piat, les fonderies Chappée, les Etablissements Nanquette, les fonderies Caloria, les Etablissements Chaffoteaux, les Etablissements Maury, les Fonderies et Emaileries Dupont, les Fonderies et Emaileries de Noyon... Et ce n'est sans doute pas fini.

De l'extraction du charbon et du minerai de fer jusqu'à la vente au détail des radiateurs fabriqués avec ce charbon et ce minerai, ce n'est plus, sous des appellations parfois différentes, qu'une même entreprise.

R. LOUZON.

LA
RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA CRISE DE LA C. G. T. U.

Ce qui se dit à l'I. S. R.

Les syndiqués unitaires n'ayant pas été informés de la discussion spécialement consacrée à la C.G.T.U. lors du dernier Conseil Central élargi de l'I. S. R., la Révolution prolétarienne va publier les extraits les plus significatifs de la sténographie officielle de ce débat. Ainsi, nous apprendrons aux militants ce qui se dit à l'I. S. R. sur la crise qui ravage notre C. G. T. U. et la rend impuissante.

DECLARATIONS DE WOITKIEWICZ
 (délégué polonais.)

Woitkiewicz. — Je voudrais examiner deux questions seulement.

Le IV^e Congrès de l'I. S. R. avait donné pour tâche à la C. G. T. U. le doublement de ses effectifs pour la fin de l'année suivante. Cela fut-il fait, oui ou non? Non seulement les effectifs n'ont pas doublé, mais ils ont diminué. Les effectifs de la C. G. T. réformiste, par contre, sont passés de 550.000 en 1925 à 640.000 en 1929.

Wassiliew. — Aux dépens de qui cette croissance? Au dépens des ouvriers ou au dépens des employés?

Un autre interrupteur. — Ce sont des chiffres exagérés.

Woitkiewicz. — L'augmentation des adhérents s'est faite surtout au dépens des inorganisés, et quand on dit que les chiffres des réformistes sont exagérés, je crois également que les nôtres ne sont pas non plus complètement exacts.

Nos camarades avaient essayé de nous consoler en disant que malgré le recul des effectifs, l'influence de la C. G. T. U. était devenue plus grande dans les masses. Je crois que c'est une maigre consolation, qui fait de nécessité vertu.

Quand nous avons 375.000 organisés sur onze millions de travailleurs industriels, et 20.000 organisés sur trois millions de travailleurs agricoles, je crois que c'est peu satisfaisant, et on ne peut se consoler en disant que notre influence est plus grande. Ce n'est pas une consolation, cela signifie seulement, de la nécessité vouloir faire vertu.

Prenons une autre question également décidée par le IV^e Congrès de l'I. S. R., la question de la transformation de nos fédérations sur la base de l'industrie, l'achèvement de la centralisation et la mise à l'écart des restes de fédéralisme. Là non plus, nous ne sommes guère allés de l'avant (1). Même à ce point de vue, nous n'avons pas rempli les tâches fixées par le IV^e Congrès de l'I. S. R. On peut prendre l'une après l'autre les résolutions du IV^e Congrès de l'I. S. R. dans la question française et montrer que la plupart n'ont pas été exécutées et cela pour une cause déjà mentionnée dans ces résolutions elles-mêmes : la prédominance de l'agitation et de la propagande et la sous-estimation du travail d'organisation dans la C. G. T. U.

Je crois que c'est la cause la plus importante qui

(1) Nous trouvons, quant à nous, qu'on y a déjà été trop fort. (N, D, L, R.)

s'oppose à notre marche en avant et nous fait perdre des adhérents.

Même attitude au sujet des inorganisés. Où étaient les représentants des inorganisés au V^e Congrès de la C. G. T. U.? La *Vie Ouvrière* avait publié une série d'articles justes, laissant espérer que des représentants des inorganisés assisteraient au Congrès. Mais le résultat? Le résultat, c'est qu'il n'y eut pas un seul représentant des inorganisés. Au Congrès de la C. G. T. U. la voix des travailleurs d'usine inorganisés ne se fit pas entendre. Et nous voyons encore la même chose, une théorie juste, mais qui n'est pas mise en application.

L'observation vaut pour les comités d'usine. C'est aussi une des plus importantes questions d'organisation dans le mouvement français. Alors que nous avons, dans nos mouvements syndicaux révolutionnaires, des idées tout à fait claires sur cette question, que nous l'avons traitée à tous les Congrès de l'I. S. R. et à plusieurs Congrès de l'I. C., la section française s'occupe de cette question quelques semaines et exprime là-dessus un tas de points de vue faux. Cette question est claire pour tout le mouvement syndical international. Mais elle n'est pas claire pour les camarades français et on croirait qu'ils ont besoin de la traiter et de la discuter. Là aussi, nos camarades doivent enfin passer des paroles aux actes. La C. G. T. U. est la plus forte organisation que nous ayons en propre dans les pays capitalistes. Nous allons vers une époque où nous serons forcés de créer nos propres organisations dans une série de pays. La Confédération française qui depuis déjà des années, mène sa propre existence révolutionnaire, devra être un exemple pour les autres pays. Mais ce modèle doit être positif. Les syndicats français doivent être un modèle dont les autres pays puissent s'inspirer et non pas un exemple de ce qu'il ne faut pas faire...

(Séance du 23 décembre 1929.)

LA QUINZAINE SYNDICALISTE

ET LE MOUVEMENT DES POSTIERS ?

Il y a un mois, le mouvement des postiers s'allumait. Brusquement, un arrêt de deux heures se produisait dans les services télégraphiques et téléphoniques. De onze heures à treize heures, il fut pour ainsi dire impossible, à Paris, d'obtenir une communication téléphonique. A l'heure où la Bourse des Valeurs se trouve en pleine activité, cette action directe des commis des P.T.T. et des dames employées atteignait les spéculateurs en plein cœur.

L'ordre de grève de deux heures avait été lancé par le Syndicat confédéré des Agents. La cause immédiate résidait dans une information officieuse suivant laquelle les catégories des commis et des dames employées étaient « sacrifiées » dans la répartition des 1.100 millions votés par le Parlement pour l'augmentation des traitements des fonctionnaires.

Un mois a passé. Je ne sais pas exactement quelles satisfactions ont obtenues les commis des P. T. T., ou plus exactement quelles promesses leur ont été faites. On parle d'un rehaussement de 500 francs du traitement de fin de carrière, porté de 18.500 à 19.000. Ce serait là une satisfaction partielle, mais limitée, qui ne satisfierait provisoirement que la catégorie des commis, catégorie peu nombreuse en regard du nombre total des postiers et de l'ensemble des fonctionnaires.

Cette satisfaction partielle suffit-elle à expliquer qu'un mouvement si bien parti se soit, tout à coup, arrêté net? Pourquoi la flamme du début est-elle si vite retombée? Il faut voir là, je pense, une conséquence de la lourde répression qui a suivi le geste d'action di-

recte du 15. mai. Révocations et mises en disponibilité d'office ont plu sur les militants postiers, pour la *plupart confédérés*. Près de cinquante camarades ont été frappés par MM. Tardieu et Mallarmé, à qui les « bourgeois » avaient ordonné une répression impitoyable.

Pourquoi ces sanctions n'ont-elles pas reçu la riposte immédiate et vigoureuse qui s'imposait ? Elles avaient pourtant provoqué, en général, plus de légitime indignation que de peur parmi les commis et les dames des P. T. T. Mais, d'autre part, leur caractère de provocation ne pouvait échapper aux militants. Si le gouvernement voulait la grève, non plus de deux heures mais générale, afin de briser l'organisation, était-il bien conforme à l'intérêt des postiers de s'y lancer tête baissée ?

Je me garderais bien d'accuser de trahison à ce propos les militants du Syndicat confédéré des Agents. J'admire avec quelle facilité on se sert maintenant de ce vocable. Mais qu'eurent donc fait les unitaires, dans des circonstances pareilles, c'est-à-dire avec un mouvement de catégorie, sans liens étroits avec les autres catégories de postiers (les facteurs qui avaient bougé l'an dernier ne bougeaient pas cette année), sans liaison avec l'ensemble des fonctionnaires, et avec, par-dessus le marché, la scission, et les polémiques quotidiennes des journaux ouvriers adverses provoquant la méfiance et semant le désarroi ?

Ils eussent poussé à l'unité de tous les postiers et de tous les fonctionnaires dans la bataille ? Alors, très bien, mais, forcément, la grève devait être remise à plus tard : il fallait d'abord réaliser cette unité. Or, les « unitaires » ne travaillent qu'à rendre de plus en plus impossibles et le front unique, et l'unité syndicale. Alors ?

En vérité, le récent mouvement des postiers confirme qu'il ne peut pas y avoir de grandes luttes ouvrières sans unité d'organisation et d'action. C'est à l'unité que doivent pousser tous ceux qui ont, par-dessus tout, le souci de l'intérêt ouvrier.

L'absence d'unité provoque le manque de confiance des travailleurs dans leur lutte et dans leurs organisations. Le manque de confiance est à l'origine de tous les insuccès, de toutes les apathies.

L'APPLICATION DES ASSURANCES SOCIALES

Tant bien que mal, plutôt mal que bien, les Assurances sociales vont entrer en application le 1^{er} juillet. Que va-t-il se passer ? Que préparent les organisations ouvrières, C.G.T. et C.G.T.U. ?

La C.G.T. a formé ses caisses ouvrières d'assurés, mais il n'apparaît pas qu'elle ait remporté un très grand succès. Elle s'apprête à entrer dans la loi, à réclamer quelques petites modifications de détail, et surtout à utiliser ses caisses pour augmenter ses effectifs.

La C.G.T.U. avait réuni quelques milliers d'adhésions en vue de la formation de groupes d'assurés spontanés. Mais ces groupes ne sont même pas constitués, et tout en faisant publier dans la presse corporative des notices explicatives sur le fonctionnement de la loi, la C.G.T.U. invite maintenant les travailleurs à s'opposer, même par la grève, au versement ouvrier qui est une des bases de la loi.

Il est sûr qu'en juillet nous allons connaître une floraison de grèves contre l'application des Assurances sociales. Instinctivement, les travailleurs se rebelleront contre la retenue qu'opérera le patron sur leur paye. Mais que donneront mille mouvements éparpillés dans tout le pays ? Mille mouvements que la C.G.T.U. n'est pas capable d'unifier, dont elle ne peut pas assurer la direction ?

Si l'on devait prendre cette position, entièrement négative, d'hostilité complète à la loi des assurances sociales, ce n'était pas un mois avant l'application de la loi qu'il fallait la prendre, c'était au moment même

de l'élaboration de la loi. Depuis des années, une propagande inlassable aurait pu être menée en vue du grand mouvement de résistance. Mais les dirigeants de la C. G. T. U. eurent bien d'autres chats à fouetter !

Il faut remarquer que deux « lignes » n'ont pas cessé de se heurter, à ce propos, au sein même de la direction de la C. G. T. U., la « ligne » de la résistance absolue, et la « ligne » qui consistait à subir le versement ouvrier, mais à entrer dans la loi, à former ses caisses, à exiger des réformes sérieuses, à défendre, dans le cadre même de la loi, les intérêts ouvriers. Je confesse que je me suis toujours senti beaucoup plus près de la seconde de ces « lignes » que de la première, et que j'étais même partisan de notre entrée dans les caisses confédérées en vue de réaliser l'unité ouvrière au moins sur ce terrain.

Au point où nous en sommes, la C. G. T. U. n'a rien fait de sérieux, ni dans un sens ni dans l'autre, et s'il y a une floraison de grèves en juillet, j'ai grand' peur que tout cela se termine par une immense débandade, où la classe ouvrière sera une fois de plus victime de l'absence d'organisation sérieuse et de son manque d'unité.

EN QUELQUES LIGNES...

× × Monmousseau parle de « démocratie syndicale » à propos de l'invitation des militants de l'Enseignement au V^e Congrès de l'I. S. R. Il oublie évidemment de dire que les militants appartenant au Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme sont, dès à présent, évincés de ce Congrès. « Ils n'iront pas... » a décidé la majorité de la C. E. Au nom de la démocratie syndicale, bien entendu.

× × Il y a quelques semaines, sous la plume de Monmousseau, le nom de Coty revenait souvent. Coty par-ci, Coty par-là. Mais maintenant, c'est fini. Si vous nous parlez un peu de votre collègue de parti, Zimmermann, camarade Monmousseau ?

× × Nous allons, paraît-il, vers la vieille C. G. T. Oui... mais seul le « Cni du Peuple » a dénoncé le scandale du versement de 50.000 fr. opéré par la C.G.T. à la Banque de France, sur le produit des collectes en faveur des sinistrés du Midi.

× × Logique. J'avais demandé par trois fois que les militants de l'Enseignement fussent invités à la Commission Exécutive Confédérale où l'on devait discuter leur manifeste. Trois fois, je fus battu. « Nous ne voulons pas discuter avec ces cocos-là », déclara Gitton. Quelques jours après, le même Gitton ratifiait leur invitation au V^e Congrès de l'I. S. R.

× × Chaque délégué au Congrès de l'I. S. R. devra réunir, lui ou l'organisation qui l'a désigné, la somme de 2.500 francs pour aller jusqu'à la frontière soviétique. On a calculé que la représentation au Congrès et aux fêtes coûterait ainsi 400.000 francs (150 délégués). Sans parler du séjour en U. R. S. S.

× × Grand et portant beau, il préside aux destinées de la Fédération postale unitaire, et ne manque jamais d'envoyer aux minoritaires autant de coups de pied en vache qu'il est nécessaire pour masquer son insuffisance quasi-complète dans la direction de sa Fédération. Et ce n'est pas avec le dépérissement continu du Parti Communiste que le phraseur social-démocrate Gourdeaux réalisera bientôt son grand rêve : être député du Vauchuse.

× × Les métallurgistes du XIII^e ont battu, à une voix de majorité, les dirigeants du Syndicat sur la question des exclusions. « L'Humanité » conteste ce vote. C'est son rôle. Et son supplément hebdomadaire, la « Vérité », sous la plume de Gourget, lui donne raison sur ce point de fait. C'est aussi son rôle, mais c'est un bien étrange souci de la vérité. M. CHAMBELLAND.

Chacun à sa place

Opposition Unitaire ?

L'Opposition unitaire est l'organisation de tendance qui réunit sous la houlette des camarades trotskystes de la « Vérité » les membres de la direction fédérale de l'Enseignement avec d'autres militants des Syndicats Unitaires, Cornette, d'Halluin, Teulade, des Terrassiers ; Pichon, du Bijou, Mangematin, des Mineurs.

La « Vérité » vient de publier (n° du 13 juin), sous la signature de ladite Opposition, une « déclaration » dirigée à la fois contre la majorité confédérale et contre la minorité groupée dans le Comité pour l'indépendance du syndicalisme et la Ligue syndicaliste.

Identité de conception entre Staliniens et Trotskystes

Le ton de ce document est d'une violence voulue, calculée : les auteurs se sont efforcés de parler en « bolcheviks », c'est-à-dire d'une façon tout à fait insupportable entre militants.

Mais nous ne nous arrêterons pas, quant à nous, au « ton bolchevik » ; il ne nous intimide nullement, ce n'est pas la première fois qu'on l'emploie contre nous. Qu'il vienne du capitaine Treint ou des trotskystes, il n'aura jamais le don de nous impressionner.

Ce que nous voulons marquer, c'est l'identité de conception des staliniens et des trotskystes ; les auteurs du document avouent eux-mêmes que le « fossé » qui les sépare des staliniens est « d'ordre tactique » ; « celui qui nous sépare, ajoutent-ils, de la minorité confédérale est surtout d'ordre idéologique. » L'aveu est fort précieux, et nous espérons que dorénavant les camarades de la « Vérité » ne oieront plus à la calomnie, quand nous écrivons et quand nous dirons qu'au point de vue des principes, rien ne les sépare de la direction du Parti et de la C. G. T. U. Il n'y a divergence que sur les méthodes ; peut être même n'est-ce qu'une question d'équipe de direction qui se pose. Les trotskystes sont partisans du rôle dirigeant du Parti sur les Syndicats à condition qu'eux-mêmes dirigent le Parti.

Mais il n'y a pas divergence sur toutes les méthodes. Le document en question en constitue une excellente preuve : Dans leurs attaques contre nous, les trotskystes usent et abusent de la mauvaise foi avec autant de brio et de culot que les staliniens.

Trois exemples de mauvaise foi

Exemple : Le C. I. S., écrivent-ils, prend une « allure bonasse, dans l'espérance de nous gagner tout en se livrant dans la coulisse à des pressions personnelles, à des manœuvres et à certaines attaques ». On n'indique pas une seule de ces pressions, manœuvres et attaques ; c'est une pure insinuation et en fait de travail « dans la coulisse » les trotskystes sont incontestablement les maîtres.

Autre exemple : « Pratiquement, la minorité s'inspire de l'anarcho-syndicalisme. » C'est là une contre-vérité ; la minorité groupe des anarcho-syndicalistes, des syndicalistes-révolutionnaires, et même des communistes. La minorité me représente pas un courant idéologique, mais un groupement de transition ayant pour tâche de redresser la C.G.T.U. sur les bases de son Congrès constitutif de Saint-Étienne.

Comment, du reste, pourrait-elle s'inspirer d'une idéologie puisque, comme on l'affirme par ailleurs, elle est une « cohue bigarrée », un « agglomérat composite ». (1)

(1) En fait d'« agglomérat composite » et de « cohue bigarrée », les camarades de l'Opposition unitaire devraient bien se regarder dans une glace. Quant au C.I.S., il n'a jamais caché qu'il voulait rassembler des militants de tendances différentes. Il a, au contraire, proclamé que c'était son rôle, ce qui devrait lui valoir au moins, sur les trotskystes, le bénéfice de la franchise.

Troisième exemple : « Si elle (la minorité) triomphait, au lieu de ramener la C.G.T.U. sur le plan révolutionnaire, nous sommes persuadés qu'elle ferait glisser à droite notre organisation centrale. Il n'est même pas sûr qu'en l'occurrence la C.G.T.U. serait toujours sur le terrain de la lutte de classe. » C'est là le langage de Monmousseau. Or, nous disons qu'en ce domaine il ne suffit pas d'affirmer. Il faut prouver. Droitiers, les terrassiers minoritaires de la Seine par rapport au camarade Mangematin, maire d'Harnes ? Droitiers, les mineurs de la Loire, par rapport au camarade Blanckaert, de la petite batellerie de Dunkerque ? Droitiers, les dockers de Rouen, par rapport au camarade Poussel, ancien secrétaire de la Fédération des Métaux ?

Allons donc ! Pour détruire son chien, on le déclare enragé. Pour déconsidérer son adversaire, on le traite de droitier. Nous repoussons ce procédé comme anti-syndicaliste au premier chef. Droite, gauche, ces termes ont peut-être une signification claire en politique : leur signification est beaucoup plus difficile à dégager dans le mouvement syndical qui est ouvert à l'ouvrier le plus « arriéré ». En tous cas, c'est commettre une nouvelle insinuation jésuitique que d'écrire que nous entraînerions la C.G.T.U. hors du terrain de la lutte de classe. Le terrain de la lutte de classe n'est le nôtre : nous ne cesserons pas d'y demeurer. Mais nous ne confondons pas la classe avec le parti ou avec la secte trotskyste.

Contre l'Unité syndicale

Je pourrai citer d'autres exemples de mauvaise foi, et je le ferai sans doute la quinzaine prochaine. Nous sommes gens de revue. Mais l'Opposition unitaire prend publiquement position contre la reconstitution de l'unité syndicale, et c'est là un geste tout à fait important, qu'il faut porter à la connaissance de tous, afin qu'il n'y ait point d'équivoque et que chacun soit bien à sa place.

Nos camarades écrivent textuellement ceci :

« Dans les conjonctures actuelles, avec l'intégration de la C. G. T. dans l'appareil d'Etat bougeois, nous considérons l'Unité syndicale comme n'étant ni réalisable, ni souhaitable. »

Ici encore, nous retrouvons l'identité de conception qui, au fond, réunit staliniens et trotskystes. Je ne veux pas demander à Rosmor s'il partageait cette conception pendant les cinq années qu'il a collaboré intimement à la « Révolution prolétarienne », organe d'unité syndicale. Mais je veux remarquer que c'est au moment où des camarades se constituent en parti, ou en chapelle, qu'ils s'empressent de se prononcer contre l'unité syndicale ; ils montrent ainsi que l'esprit de parti ou de secte prend chez eux le dessus sur l'esprit de classe, que l'intérêt de parti ou de secte prime pour eux l'intérêt ouvrier.

Nous pensons que l'intérêt ouvrier exige l'unité syndicale par le redressement des deux C.G.T. Les trotskystes ne voient pas l'intérêt ouvrier, ils voient seulement l'intérêt de parti, et, pratiquement, la seule possibilité de former une gauche « orientée vers la C. G. T. U. » dans la C. G. T., c'est-à-dire aggraver encore l'état de scission dans la classe ouvrière en détachant des organisations de la C. G. T. Il y a déjà eu, pourtant, la triste expérience des « Amis de l'Unité » ; non seulement nos camarades trotskystes n'ont pas retenu les enseignements de cette expérience, mais dans ce domaine comme ailleurs, ils éprouvent le singulier besoin d'enfiler les vieilles détroques de la bolchevisation.

Ils n'ont pas le sens du ridicule, ceux qui s'intitulent : « Opposition Unitaire » et qui, en même temps, se prononcent contre l'unité syndicale.

En vérité, cette déclaration et ses pauvretés facilitent singulièrement nos tâches d'éclaircissement. Grâce à elle les trotskystes apparaissent maintenant à tous les yeux comme une « Opposition anti-unitaire » à un double titre : ils sont contre l'unité syndicale, ils sont contre l'union des minorités.

Ainsi, ils font le jeu de Jouhaux, et ils font aussi celui de Monmousseau. C'est, transporté sur le terrain syndical, le même travail de division qu'ils ont déjà effectué dans les groupes politiques d'Opposition. — M. CH.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits du mois

SAMEDI 26 AVRIL. — La Chambre vote le « rectificatif » des Assurances sociales, ainsi que les dégrèvements Tardieu.

— Le *Graf-Zeppelin* survole Paris.

DIMANCHE 27. — *Indes.* — On apprend que les troupes indigènes employées pour réprimer l'insurrection de Peshawar ont refusé de marcher.

LUNDI 28. — *Indes.* — Graves bagarres à Madras où les ouvriers du Textile sont en grève.

MARDI 29. — *Belgique.* — Le Syndicat des Mineurs décide la grève générale pour le cas où la Chambre partirait en vacances sans s'occuper des retraites.

U. R. S. S. — Inauguration du chemin de fer Turkestan-Sibérie.

MERCREDI 30. — Saisie arbitraire du numéro spécial de *l'Humanité* pour le 1^{er} mai.

JEUDI 1^{er} MAI. — A Paris, Premier Mai terne; pas de pointage des cartes, pas de meeting; une manifestation projetée le soir devant la Santé ne peut avoir lieu. Dans divers centres de province, manifestations et bagarres avec les gardes mobiles.

— Promulgation de la loi sur les Assurances sociales.

VENDREDI 2. — *Estonie.* — Dissolution du Conseil central des Syndicats ouvriers.

SAMEDI 3. — Le Président de la République « grâcie » 9 sur 13 des condamnés à mort de Yen-bay.

— Arrestation de Varagnat, secrétaire de la région parisienne du P. C.

— *Espagne.* — Manifestations et grève d'étudiants à Madrid.

DIMANCHE 4. — *Espagne.* — On apprend qu'à Baruelo onze mineurs ont été tués par un coup de grisou.

LUNDI 5. — *Indes.* — Arrestation de Gandhi.

Espagne. — La troupe tire sur une manifestation ouvrière à Madrid.

MARDI 6. — En Indochine, vingt manifestants sont tués.

Indes. — Grandioses manifestations à Bombay. — A Calcutta, 15 manifestants sont tués par la police. — Émeute à Delhi, 8 morts.

MERCREDI 7. — *Angleterre.* — MacDonald refuse de recevoir une délégation de chômeurs.

États-Unis. — Tornade au Texas, 80 morts.

JEUDI 8. — En Indochine, exécution des quatre condamnés à mort de Yen-Bay.

Espagne. — Grève des boulangers à Séville. — Échec d'une tentative de soulèvement de l'armée.

Indes. — Scènes d'émeute à Cholapour : On annonce vingt-cinq tués.

VENDREDI 9. — Douze inculpés du « complot » dont Monmousseau et Racamond, sont mis en liberté provisoire.

États-Unis. — Dix ouvriers tués dans l'explosion d'une usine du Missouri.

SAMEDI 10. — Grève d'une heure des facteurs de Marseille.

— Grande parade navale en présence du Président de la République à Alger.

DIMANCHE 11. — *Indes.* — Les dockers de Rangoon décident de se mettre en grève.

Chine. — Une grande bataille serait engagée entre Chang-Kai-Shek et Feng-Yu-Hsiang.

LUNDI 12. — Mort du sénateur Pams qui fut candidat contre Poincaré à la Présidence de la République.

A Cracovie, Congrès de la Fédération Internationale des Mineurs.

Indes. — Arrestation de Abbas Tyabji, successeur de Gandhi.

Italie. — Discours guerrier de Mussolini à Livourne.

MARDI 13. — Grands meetings des postiers parisiens confédérés.

— Mort de l'explorateur Nansen.

Angleterre. — Mort de John Wheatley.

Pays-Bas. — Mort de Troelstra.

Indes. — La loi martiale est proclamée à Cholapour.

MERCREDI 14. — *l'Humanité* dénonce Zimmermann, secrétaire du 3^e rayon du P. C., comme un agent de Coty dans le P. C.

— Onze vendeurs de *l'Avant-Garde* sont condamnés chacun à deux ans de prison.

— Manifestations au Central télégraphique à propos de la répartition des crédits.

— Manifestations des grévistes du Bâtiment de Reims.

— André Marty est définitivement condamné à cinq ans de prison.

— Incidents à un compte rendu de mandat de la municipalité communiste dissidente de Clichy.

JEUDI 15. — Grève de deux heures des agents des P. T. T. du Central télégraphique de Paris et des Centraux téléphoniques de Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nancy, Dijon, Lille et Rennes.

VENDREDI 16. — Le ministre des P. T. T. annonce des sanctions contre les grévistes de jeudi.

SAMEDI 17. — Près de cinquante postiers sont l'objet de révocation ou de mise en disponibilité. — Manifestation des fonctionnaires autonomes devant le ministère des Finances : quatre arrestations, dont celle de Boursicot. — Arrestation de Lapart, secrétaire adjoint de la Fédération Postale Unitaire.

— Memorandum de Briand pour une Union fédérale européenne.

— André Marty est transféré à Clairvaux.

DIMANCHE 18. — Le gouvernement refuse aux agents des P. T. T. les congés exceptionnels pour assister au Congrès de leur syndicat.

Italie. — Discours belliqueux de Mussolini à Florence.

LUNDI 19. — Nouvelles sanctions contre les postiers.

— Paul Jany, ancien rédacteur à *l'Humanité*, et plusieurs fois dénoncé comme provocateur, donne son adhésion au Parti de Gustave Hervé.

— 10^e Congrès des Allocations familiales à Lille.

Chine. — Les troupes rouges seraient à 40 km. de Hankéou.

MARDI 20. — Congrès du Syndicat national des Agents des P. T. T.

— Le gouvernement annonce que l'évacuation de la Rhénanie sera terminée le 30 juin.

— Consultés par référendum, les Gaziers parisiens élisent par 2.000 voix contre 1.500 à la minorité, une direction syndicale communiste.

Angleterre. — Démission de Oswald Mosley, ministre dans le Cabinet MacDonald, par suite de divergences de vue sur le chômage.

MERCREDI 21. — Échec de la grève du Bâtiment de Reims.

Indes. — Arrestation de Mme Naidu, chef des volontaires de Gandhi.

JEUDI 22. — Manifestation d'ouvriers et d'étudiants indochinois devant l'Élysée.

— Promulgation d'une prétendue constitution syrienne.

VENDREDI 23. — Grand meeting des Postiers confédérés, salle Bullier.

— Monmousseau, battu à l'unanimité moins six voix à l'assemblée des Cheminots de Paris-Etat Rive Gauche.

— Un débarquement de forces italiennes en Albanie est annoncé puis démenti.

SAMEDI 24. — *Indes.* — Grandes manifestations à Bombay contre les violences policières.

DIMANCHE 25. — Manifestation communiste au « Mur »; une délégation du parti socialiste-communiste est brutalisée.

— Victoire communiste au Syndicat parisien des Produits chimiques.

Indes. — Emprisonnement de Patel, troisième successeur de Gandhi.

LUNDI 26. — *Indes.* — Graves bagarres à Rangoon.

MARDI 27. — Onze militants indochinois arrêtés à la suite de la manifestation de l'Élysée sont inculpés de rébellion en bande.

MERCREDI 28. — Six nouvelles condamnations à mort en Indochine.

— Campagne de presse contre Félicien Challaye sous le prétexte d'une conférence faite à Foix. — Outrey va interpellé.

Angleterre. — Grand débat sur le chômage. 29 voix de majorité pour le gouvernement travailliste.

JEUDI 29. — Les manifestants indochinois de l'Elysée sont mis en liberté, mais rapatriés par force.

— A Tours, Congrès de la Fédération Nationale des Coopératives.

— A la Grange-aux-Belles, Congrès de la Fédération Postale Unitaire.

— La troupe tire sur une manifestation en Cochinchine.

Indes. — 80 personnes auraient trouvé la mort au cours des émeutes de Rangoon.

VENDREDI 30. — Au Congrès de la Fédération Postale Unitaire, discours de Monmousseau en réponse au manifeste de la Fédération de l'Enseignement.

— Les candidats communistes sont élus par 41 voix contre 19 à l'assemblée des Comptables parisiens.

SAMEDI 31. — Déraillement d'un rapide près de Montereau. Sept morts. La presse bourgeoise affirme qu'il y eut attentat criminel.

DIMANCHE 1^{er} JUIN. — Tardieu parle à Dijon de la réorganisation de l'Etat.

— Manifestation socialiste au « Mur ».

— Jaccoud est définitivement battu aux élections prudhomales.

— L'assemblée du Syndicat des Transports et Manutentions vote par surprise un ordre du jour favorable à la majorité confédérale, par 11 voix contre 7 et 4 abstentions.

Indes. — Attaque d'un dépôt de sel à Wadala. — Nouveaux troubles à Peshawar.

LUNDI 2. — Il est démontré que ce ne peut être un attentat qui a causé le déraillement de Montereau, mais la police annonce quand même qu'elle suit des pistes.

— Congrès de la Fédération confédérée des Cheminots; le rapport moral est adopté par 451 syndicats contre 21.

MARDI 3. — Rentrée parlementaire.

— Un orage cause de très graves dégâts dans la vallée de Chevreuse.

— Trente ouvriers sont blessés rue de la Convention par l'explosion d'un réservoir d'ammoniaque.

MERCREDI 4. — Nouvelles condamnations contre les militants des Jeunes Communistes.

— Manifestations d'Indochinois à Saïgon. — Trois manifestants sont tués à Cholon.

JEUDI 5. — Par 247 voix contre 93, les travailleurs du Bijou parisien font échec à la majorité confédérale.

— Les ouvriers métallurgistes du XIII^e repoussent deux exclusions proposées pour délit de tendance.

— Débat à la Chambre sur la Cour de Justice internationale.

VENDREDI 6. — Grève des Métallurgistes du Boucau : Les grévistes auraient occupé les usines de la Marine-Homécourt pendant 15 heures.

— Première journée des interpellations sur l'Indochine.

SAMEDI 7. — A Bordeaux, Congrès national du Parti socialiste S. F. I. O.

— Deux manifestants tués à Duc-Moa, en Cochinchine.

Roumanie. — Coup de théâtre : le prince Carol arrive en avion à Bucarest.

DIMANCHE 8. — Roumanie. — Le prince Carol est proclamé roi.

LUNDI 9. — Toutes les pistes policières dans l'affaire du déraillement de Montereau se sont révélées fausses.

MARDI 10. — A Vierzon, manifestation des grévistes de la Céramique.

— Le Congrès S. F. I. O. décide de reporter l'examen de la question de la défense nationale.

— Teulade est exclu du P. C.

Angleterre. — Publication de la première partie du rapport de la Commission Simon sur les Indes.

La culotte de Motte. A l'assemblée générale de sa banque, le *Crédit du Nord*, le grand patron du textile roubaisien, Motte, a osé prononcer les paroles suivantes :

N'allons-nous pas devenir bientôt une nation de retraits aussi nombreux que les gens en place? La figure

de la France économique avec budget de 4 milliards que nous avons connue au début du siècle s'altère de plus en plus, nous qui l'avons vue si belle dans l'âge mûr de la République!... Il est grand temps que l'intérêt général prime sur les exigences de syndicats, illégaux d'ailleurs, qui pèsent sur les législateurs. Tous ces appétits s'allument devant les plus-values budgétaires qui sont la résultante des mesures formelles, massives et outrancières exigées pour la stabilisation du franc. Les sacrifices ont été présentés comme exceptionnels et transitoires, mais, devant le flux des dépenses somptuaires, ne verrons-nous pas l'horaire de nouveaux dégrèvements aboli et la vie perpétuellement chère? Et bientôt pointeront de nouveaux impôts pour rassasier les appétits déchaînés. Que les budgets en déficit léger aient du bon! Ne nous faisons plus longtemps l'inutile Cassandre! Tâchons de digérer sans trop de malaises la loi des Assurances sociales et laissons faire aux dieux, tout en avertissant les humains que, vraiment, ils vont trop fort en frappant comme des sourds.

Parler des appétits des autres, quand on est soi-même nanti de revenus se chiffant certainement par dizaines, et sans doute par centaines de millions par an; reprocher aux autres d'aspirer à une retraite quand on est né soi-même retraité, c'est-à-dire pourvu d'un père déjà à cette époque multi-millionnaire, avouez qu'il faut vraiment avoir un culot formidable!

*
**

Protestation
justifiée.

Le Parti socialiste-communiste nous adresse la protestation qu'on va lire. Nous la

publions volontiers, ne serait-ce que pour mettre en lumière l'attitude peu courageuse des purs qui, lors du défilé au Mur des Fédérés, ont boxé les socialistes-communistes Paul Louis et Juncker, cependant qu'ils laissaient se pavaner tranquillement le provocateur Paul Jany :

Le Parti socialiste-communiste dénonce au prolétariat la scandaleuse attitude du Parti communiste lors de la manifestation traditionnelle du Mur des Fédérés.

Le Parti communiste, peu avant le Mur, fit couper par des barrages de jeunes communistes le groupe du Parti socialiste-communiste. A la hauteur du Mur, des provocateurs menacèrent les militants du Parti socialiste-communiste et leur adressèrent les habituelles injures.

Passé le Mur, et sans respect pour le lieu et la circonstance, une vingtaine de communistes et d'agents provocateurs se jetèrent sur un de nos amis qu'ils frappèrent sauvagement et qui ne fut dégagé que grâce à l'arrivée de quelques camarades.

Il convient de noter que certains membres du Parti communiste groupés au pied du Mur avec les éléments dirigeants, furent parmi les plus violents.

Le Parti socialiste-communiste en appelle à toutes les organisations révolutionnaires soucieuses de la dignité ouvrière pour organiser la défense de la liberté de manifestation, aussi bien contre le Parti communiste que contre la police.

La radicalisation en France...

...vue de Moscou !

« Camarades, de tous les pays d'Europe, la France est celui où le processus de radicalisation de la classe ouvrière est le plus fort. Par conséquent, notre C. G. T. U. a les plus grandes possibilités de travail, mais aussi elle porte en même temps la plus grande responsabilité devant le mouvement révolutionnaire international. »

Déclarations de WASSILIEW,
délégué de l'U. R. S. S.
au « plénum » de l'I. S. R.
(Séance du 23 décembre 1929)

UN SCANDALE !

La Librairie du Travail
boycottée
par la « Bibliographie de la France »

La « Bibliographie de la France » qui s'intitule journal GÉNÉRAL et OFFICIEL de la Librairie, a pour but d'informer les libraires de la production hebdomadaire des éditeurs. Mais elle possède un comité de censure et, nos ouvrages ne trouvent pas grâce devant lui. Il en résulte que nos éditions ne sont pas annoncées et que les libraires en ignorent l'existence.

La décision de ce comité à notre égard constitue un véritable scandale, contre lequel nous protestons publiquement. Cette décision nous empêche d'assurer à nos éditions la publicité nécessaire.

Il nous faut faire appel aux lecteurs de la R. P. pour qu'ils aident à atténuer le préjudice qui nous est causé — et il est grave, en raison de notre situation actuelle.

Il faut, notamment, que chacun s'assure de la présence des éditions ci-dessous mentionnées dans les bibliothèques des gares et chez les principaux libraires de leur localité. S'ils y sont inconnus, il faut les faire demander, par les gérantes des premières, aux Messageries Hachette et pour les autres, à nous-mêmes, en spécifiant que nous reprenons les invendus à tous libraires qui acceptent nos dépôts.

Ensuite, il faut inciter les uns et les autres à exposer nos livres en vitrine.

Enfin, il faut inviter les camarades qui ne veulent pas s'adresser directement à nous à aller les feuilleter sur place, de façon à leur faciliter l'achat en connaissance de cause.

Nous savons depuis longtemps qu'une librairie prolétarienne n'est viable que par l'intérêt direct que lui montrent ses amis. Jusqu'à présent cet apport est insuffisant et nous devons passer par des intermédiaires. Donc, en attendant que nous puissions avoir un correspondant dans chaque localité importante, il est indispensable que l'effort qui consiste à nous faire connaître par les revendeurs et par les clients éventuels ne soit pas négligé.

La Librairie du Travail.

**

Voici les ouvrages boycottés par la *Bibliographie*, et aussi par la grande presse malgré un service de presse abondant.

Albert THIERRY : *Le Révéléateur de la douleur*, 420 pages..... 20 fr.
Charles BOUSSINOT : *Les Meskines*, 344 p... 15 fr.
VICTOR-SERGE : *L'An I de la Révolution Russe*, 480 pages..... 20 fr.
Pour commande directe : les 3 vol. franco : 44 fr.
— Chèque postal 43-08, Paris.

NOUS AVONS REÇU :

KARL MARX : *Lettres à Kugelmann* (1862-1874). — Préface de Lénine; introduction de E. Czobel, 1 vol. 13 fr. 50 (Éditions sociales internationales).

VICTOR-SERGE : *L'An I de la Révolution russe*. Les débuts de la Dictature du prolétariat 1917-1918, 1 vol. 20 fr. (Librairie du Travail).

ENTRE NOUS

MAIGRE QUINZAINE !

Non, nous ne sommes pas satisfaits, mais pas du tout, de la quinzaine qui vient de s'écouler. Du 24 mai au 11 juin, savez-vous combien nous avons reçu d'abonnements nouveaux? Huit! Seulement 8!

A quoi attribuer ce ralentissement? Certes, nous savons que notre retard, à nous « noyau », s'est répercuté sur l'ensemble de nos amis, et que c'est dur à rattraper, pour nous et pour les autres. Nous savons aussi que nous venons de traverser la période habituellement creuse des fêtes de la Pentecôte. Mais cela suffit-il à expliquer la minceur de ce résultat de quinzaine?

Nous ne le pensons pas.

Nous croyons que la plupart de nos amis ne se soucient plus de recruter des abonnés pour la revue : on s'imagine notre existence assurée, et on ne s'en fait plus pour nous.

Eh bien! c'est une erreur dont la revue pâtira aujourd'hui et dont elle pourrait pâtir beaucoup plus demain.

Jusqu'ici, nous n'avons jamais équilibré notre budget. Notre déficit a été couvert par les abonnements de soutien et de grand soutien, c'est vrai, mais c'est là une ressource exceptionnelle, qui ne peut pas durer toujours. Notre budget ne s'équilibrera que lorsque nous serons aux 2.000 abonnés. Et nous avons un mal de chien pour grimper aux 1.500, notre objectif minimum.

Nous n'y grimperons qu'à la condition d'atteindre la cadence de 3 abonnements nouveaux par jour. Nous en sommes loin, cette quinzaine surtout.

Allons, les amis de la R. P., vous dormez?

DES ADRESSES DE POSSIBLES

Voici une occasion de vous réveiller.

Nous vous avons dit, la quinzaine dernière, que nous voulions 300 adresses d'abonnés possibles pour le 1^{er} juillet. Nous n'en avons encore que quelques-unes. Il faut, dès la réception de ce numéro, que chaque ami de la revue dresse sa liste et nous l'envoie.

En outre, pas mal d'abonnements prennent fin en juin. Chaque abonné à échéance reçoit, avec notre avis de fin d'abonnement, une liste d'abonnés possibles à remplir. Nous demandons aux camarades qui sont dans ce cas de nous retourner rapidement cette liste remplie. Sans, bien entendu, que les camarades dont l'abonnement n'est pas terminé, se croient obligés de ne pas nous fournir une liste.

NOTRE SITUATION FINANCIERE

L'état de notre caisse reste précaire. Des camarades font attendre leur réabonnement. Nous leur demandons de ne pas laisser trop traîner leur renouvellement. Nous prions les camarades dont l'abonnement a pris fin en mai de renouveler vite, avant le 25. Ceux dont l'abonnement se termine avec ce numéro nous obligeraient en renouvelant de suite.

Depuis six mois, nous avons subi deux augmentations d'imprimerie, et nous n'avons pas augmenté le prix de l'abonnement. Aux camarades qui le peuvent, nous demandons de nous aider à supporter ces augmentations en alimentant notre souscription, qui, elle aussi, chôme de façon singulière.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Seine, 4; Ardennes, 1; Hérault, 1; Nord, 1; Rhône, 1. — Total : 8 abonnements nouveaux.

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Raynaud (Alger), 5; Soltan (Alger), 2; Leroy et Castex (Paris), 20; Mestiri (Paris), 20; Schortgen (Paris), 20; Madeleine Ridard (Seine), 10; Léna (Bouches-du-Rhône), 10. — Total : 77 francs.



Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XV.
Le Gérant : M. CHAMBELLAND.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B



Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTÉRATURE

- Georges DUHAMEL : Scènes de la vie future (Mercure de France), 1 vol..... 12 fr.
Neel DOFF : Keetje trottin (Tambourin), 1 vol..... 15 fr.
Henri BARBUSSE : Russie (Flammarion), 1 vol. 12 fr.
Panaït ISTRATI : Le pêcheur d'éponges (Rieder), 1 vol..... 12 fr.

QUESTIONS SOCIALES

- Sammy BERACHA : Rationalisation et Révolution (Valois), 1 vol..... 15 fr.
Docteur CHAUVÉAU : Les assurances sociales à la portée de tous (Lib. gén. de Droit et Jur.), 1 vol. 15 fr.
Axel SOMME : La Lorraine métallurgique (Berger-Levrault), 1 vol..... 30 fr.

HISTOIRE ET SOUVENIRS

- Victor MERIC : A travers la jungle politique et littéraire (Valois), 1 vol..... 15 fr.
VICTOR-SERGE : Les hommes dans la prison (Rieder), 1 vol..... 15 fr.

VIENNENT DE PARAÎTRE :

VICTOR-SERGE

I'An I de la Révolution Russe

les débuts de la dictature du prolétariat

(1917-1918)

Un volume, in-16 jésus de 480 pages..... Prix : 20 fr.

Vie des Révolutionnaires

Une brochure de 32 pages..... Prix : 1 fr.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. — Chèque postal Paris 43.08

A lire et faire circuler :

FÉLICIEN CHALLAYE

UN ASPIRANT DICTATEUR :

André Tardieu

« ... Un des obstacles que M. André Tardieu rencontre, c'est, en un certain nombre d'esprits, le souvenir de son passé. En dépit de la facilité avec laquelle s'oublie les pires scandales, l'individu ne peut se délivrer de l'auréole de mépris qui entoure sa face.

« Contribuons à la lutte contre la menace de dictature en rappelant, à l'aide de quelques textes incontestables, la carrière de cet homme, et, d'abord, les deux affaires auxquelles son nom reste indissolublement uni, l'affaire de l'Homs-Bagdad et celle de la N'Goko-Sangha. »

Félicien CHALLAYE.

Une brochure : cinquante centimes
Editions de la « Révolution Proletarienne »
54, rue du Château-d'Eau, PARIS (10°)

Tous les Mercredis

Le Cri du Peuple

Hebdomadaire syndicaliste révolutionnaire
publié sous le contrôle du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme

Rédaction et Administration : 123, rue Montmartre, Paris (2°)

Le numéro : 50 centimes

Abonnements : 6 mois, 10 fr. ; 1 an, 20 fr. — Chèque postal : René Deveaux 525-67
PARIS